



HAL
open science

Les Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU en 2018

Nadège Sheehan

► **To cite this version:**

Nadège Sheehan. Les Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU en 2018. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 12. halshs-03157657

HAL Id: halshs-03157657

<https://shs.hal.science/halshs-03157657v1>

Submitted on 17 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU en 2018

Nadège Sheehan

Docteur en économie, Université de Grenoble-Alpes

I. Introduction

Données générales

Nombre d'opérations de maintien de paix en cours : 14
Mission fermée le 30 mars 2018 : MINUL (Libéria)

Nombre d'opérations de maintien de paix depuis 1948 : 71

Budget total approuvé

Le montant total des budgets approuvés, pour la période allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, est d'environ \$6,69 milliards (dollars des États-Unis), soit une baisse par rapport au budget de la période précédente (\$0.11 milliards).

Total des effectifs, au 31 décembre 2018 : 102,736 dont 88 477 en uniforme (74 874 soldats, 1 271 observateurs militaires et 10 316 policiers), les autres étant du personnel civil.

Total pertes en vies humaines, en 2018 : 98 (au 31 décembre 2018)

Total pertes en vies humaines, depuis 1948 : 3,832 (au 31 décembre 2018)

Les opérations sont présentées dans l'ordre de la création : ONUST, UNMOGYP, UNFICYP, FNUOD, FINUL, MINURSO, MINUK, MINUL, MINUJUSTH, MINUAD, MONUSCO, FISNUA, MINUSS, MINUSMA, MINUSCA.

II. ONUST

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (Moyen Orient)
En cours depuis 1948

Mandat

Aider à établir la stabilité au Moyen Orient

Établi en 1948, l'ONUST est la première opération de maintien de la paix déployée par les Nations Unies. Les observateurs militaires de l'ONUST restent déployés au Moyen-Orient pour surveiller les cessez-le-feu et les Conventions d'Armistice général, circonscrire les incidents isolés et les empêcher de dégénérer en conflit généralisé, et aider les autres opérations de maintien de la paix déployées dans la région.

Le personnel de l'ONUST est également disponible dans de brefs délais pour former le noyau de certaines autres opérations dans le monde entier. La disponibilité des observateurs

militaires de l'ONUST pour un déploiement quasi immédiat à la suite d'une décision du Conseil de sécurité de créer une nouvelle mission a été, semble-t-il, un facteur significatif au déploiement rapide des nouvelles missions.

Ne connaissant toujours pas de développement de ses fonctions, l'ONUST continue de surveiller la situation au Moyen-Orient, notamment la crise israélo-palestinienne, et se positionne pour être prête à intervenir très rapidement en cas de conflit.

Le processus de paix entre Israël et la Palestine a fait preuve d'échecs pendant toute l'année 2018. Accusé par les délégués d'Israël et des États-Unis de se libérer des efforts de paix, le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avait proposé au Conseil de sécurité, le 20 février 2018, l'organisation d'une conférence internationale de paix qui devait se tenir avant mi-2018. L'un des objectifs de cette conférence serait la reconnaissance mutuelle entre l'État de Palestine et l'État d'Israël sur la base des frontières de 1967. Cette proposition de conférence n'a cependant pas abouti, ce qui n'a pas surpris, car elle avait été faite sur un fond de perte de confiance par la communauté internationale dans le règlement du conflit. Même si le Secrétaire Général de l'ONU réaffirmait, le 20 février 2018, son engagement personnel et celui de l'Organisation à appuyer les parties dans leurs efforts pour parvenir à une solution à deux États, insistant sur le fait qu'il n'y avait pas de plan B, il ne pouvait s'empêcher d'admettre en même temps qu'il fallait faire face à la triste réalité et que le consensus mondial pourrait être en train de s'éroder. Contre l'espoir d'atteindre une solution de deux États démocratiques, Israël et Palestine, qui vivraient côte à côte en paix et à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, existait la réalité sombre de l'impossibilité d'arriver à un État qui pourrait satisfaire les aspirations légitimes nationales, historiques et démocratiques des Israéliens et des Palestiniens. En effet, depuis l'effacement des États-Unis des discussions, particulièrement en tant que médiateur neutre, les pourparlers entre les deux pays avaient atteint une phase d'impasse. Nickolay Mladenov, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, reconnaissait d'ailleurs, dès fin janvier 2018, que la communauté internationale était passée d'un « paradigme de règlement » à un « paradigme de gestion » du conflit, ce qui doit être vu comme un cycle destructeur. Plutôt que de se concentrer sur un règlement de la source du conflit – à savoir la non-reconnaissance de deux États – l'ONU se retrouvait donc à gérer la violence constante sur le terrain. Cette dernière était marquée entre juin et septembre par la poursuite d'opérations militaires israéliennes dans le Territoire palestinien.

Opérations militaires israéliennes dans le Territoire palestinien, incertitudes quant à l'avenir du processus de paix et la solution de deux États, vision d'une paix durable exprimée particulièrement par la France sous crainte d'envolement en éclats, contrôle du Hamas sur Gaza où les conditions de vie des Palestiniens sont épouvantables, actions unilatérales par les parties compromettant les efforts de paix, affaiblissement de l'appui à l'Autorité palestinienne, poursuite des activités de peuplement par Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, provocations, incitations, discours incendiaires venant du Hamas ou des autorités israéliennes. C'est sur ce fond de tableau que se trouve, à la fin de 2018, le règlement du conflit entre Israël et la Palestine pour une solution de deux États. Le 18 décembre 2018, Nickolay Mladenov, prévenait qu'en l'absence d'horizon politique, le processus de paix était condamné à l'impasse.

Comme nous avons conclu dans l'édition PSEI pour l'année 2017, il faut reconnaître qu'en l'absence de médiateurs, un rôle qui avait toujours été assuré par les États-Unis, les discussions entre la Palestine et Israël ne pourraient progresser et demeureraient au point

mort. Ceci rend toute chance de résolution du conflit vers une solution de deux États encore plus lointaine, voire même impossible. Ce conflit serait donc destiné à être marqué par des crises de violences continues et par l'impasse.

Pendant ce temps, l'ONUST continue d'assurer son rôle de surveillance de la situation sur le terrain.

Résolutions du Conseil de sécurité

Aucune résolution en 2018

Rapports du Secrétaire général

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Couverture des réunions du 18 décembre 2018), Moyen-Orient : « en l'absence d'horizon politique », le processus de paix est condamné à l'impasse, prévient le Coordonnateur spécial, 18 décembre 2018, CS/13629 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13629.doc.htm>

(Couverture des réunions du 19 novembre 2018), Conseil de sécurité : Le Coordonnateur spécial avertit que Gaza est au bord de l'implosion, 19 novembre 2018, CS/13589 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13589.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 13 novembre 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-Parole du Secrétaire général de l'ONU : 13 novembre 2018, 13 novembre 2018, DBF/181113 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf181113.doc.htm>

(Communiqué de presse du 12 novembre 2018), Gaza : Le Secrétaire général exhorte toutes les parties à faire preuve d'un maximum de retenue, 12 novembre 2018, SG/SM/19342 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgam19342.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 18 octobre 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-Parole du Secrétaire général de l'ONU : 18 octobre 2018, 18 octobre 2018, DBF181018 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf181018.doc.htm>

(ONU Info du 18 octobre 2018), Gaza est en train d'imploser, prévient l'envoyé de l'ONU pour le Moyen-Orient, 18 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026942>

(Couverture des réunions du 18 octobre 2018), Conseil de sécurité : Un regain de tensions éloigne Israéliens et Palestiniens de la solution des deux États, met en garde le Coordonnateur spécial, 18 octobre 2018, CS/13544 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13544.doc.htm>

(ONU Info du 17 octobre 2018), La Procureure de la CPI préoccupée par la poursuite des violences à la frontière entre Gaza et Israël, 17 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026881>

(ONU Info du 27 septembre 2018), Le Président palestinien Mahmoud Abbas appelle à rejeter la loi israélienne sur l'État-nation, 27 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1025002>

(ONU Info du 20 septembre 2018), Conflit israélo-palestinien : l'ONU appelle à surmonter l'impasse actuelle, 20 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024162>

(Couverture des réunions du 20 septembre 2018), Conseil de sécurité : Les tendances actuelles sapent la solution des deux États, prévient le Coordonnateur pour le processus de paix entre Israël et la Palestine, 20 septembre 2018, CS/13514 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13514.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 17 septembre 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-Parole du Secrétaire général de l'ONU : 17 septembre 2018, 17 septembre 2018, DBF180917 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180917.doc.htm>

(Couverture des réunions du 4 septembre 2018), Comité des droits du peuple palestinien : vives inquiétudes après la décision des États-Unis de suspendre leur participation financière à

l'UNRWA, 4 septembre 2018, AG/PAL/1415
<https://www.un.org/press/fr/2018/agpal1415.doc.htm>

(ONU Info du 22 août 2018), Conflit israélo-palestinien : la recherche d'un règlement durable est plus nécessaire que jamais (ONU), 22 août 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/08/1021762>

(Couverture des réunions du 22 août 2018), Moyen-Orient : Le conflit Israélo-Palestinien marqué par une série d'escalades qui ont menacé de plonger Gaza « dans la guerre », 22 août 2018, CS/13460 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13460.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 20 août 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 20 août 2018, DBF180820
<https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180820.doc.htm>

(Communiqué de presse du 15 août 2018), Gaza : Le Secrétaire général salue la décision d'Israël de rouvrir le point de passage de Kerem Shalom et d'étendre la zone de pêche, 15 août 2018, SG/SM/19166 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19166.doc.htm>

(ONU Info du 15 août 2018), L'ONU salue la réouverture complète du point de passage de Kerem Shalom entre Israël et Gaza, 15 août 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/08/1021352>

(ONU Info du 9 août 2018), Escalade entre Gaza et Israël : l'ONU prévient des « conséquences dévastatrices » d'une poursuite des violences, 9 août 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/08/1020922>

(ONU Info du 25 juillet 2018), L'ONU salue la hausse financement préconisée par la Banque mondiale pour soutenir l'économie palestinienne, 25 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019772>

(ONU Info du 24 juillet 2018), A Gaza, la perspective d'un autre cycle de violence meurtrière augmente de jour en jour (ONU), 24 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019672>

(Couverture des réunions du 24 juillet 2018), Conseil de sécurité : Après la désescalade obtenue « de justesse » à Gaza, un « horizon politique » doit être trouvé de toute urgence au conflit Israélo-Palestinien, 24 juillet 2018, CS/13433
<https://www.un.org/press/fr/2018/cs13433.doc.htm>

(ONU Info du 23 juillet 2018), Droits des Palestiniens : le Haut-Commissaire aux droits de l'homme tire la sonnette d'alarme, 23 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019592>

(Couverture des réunions du 23 juillet 2018), Comité des droits palestiniens : Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme décrit une situation explosive dans les territoires occupés, 23 juillet 2018, AG/PAL/1414 <https://www.un.org/press/fr/2018/agpal1414.doc.htm>

(ONU Info du 22 juillet 2018), Gaza : Des services essentiels sur le point d'être arrêtés en raison du manque de carburant, 22 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019542>

(ONU Info du 21 juillet 2018), Inquiet de la violence autour de Gaza, le chef de l'ONU appelle à « éviter tout risque d'un autre conflit dévastateur », 21 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019532>

(Communiqué de presse du 21 juillet 2018), Gaza : Le Secrétaire général appelle les parties à empêcher d'urgence un autre conflit dévastateur, 21 juillet 2018, SG/SM/19141
<https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19141.doc.htm>

(ONU Info du 16 juillet 2018), A Gaza, l'envoyé de l'ONU exhorte Israël et les factions palestiniennes à éviter une confrontation, 16 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019072>

(ONU Info du 3 juillet 2018), L'ONU appelle Israël à ne pas démolir les bâtiments d'une communauté de Bédouins en Cisjordanie, 3 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018102>

(Couverture des réunions du 29 juin 2018), Le Conseil de sécurité renouvelle pour six mois le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, 29 juin 2018, CS/13405 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13405.doc.htm>

(ONU Info du 25 juin 2018), Réfugiés palestiniens : l'ONU appelle à combler le déficit de financement de l'UNRWA, 25 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017392>

(Communiqué de base du 22 juin 2018), Le Comité pour les droits des Palestiniens organise une Conférence internationale sur la question de Jérusalem à Rabat, du 26 au 28 juin 2018, 22 juin 2018, AG/PAL/1410 <https://www.un.org/press/fr/2018/agpal1410.doc.htm>

(ONU Info du 19 juin 2018), Moyen Orient : l'envoyé de l'ONU appelle à préserver l'espoir d'une reprise des négociations, 19 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016972>

(Couverture des réunions du 19 juin 2018), Le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient appelle, devant le Conseil de sécurité, à préserver « l'espoir » d'une reprise des négociations, 19 juin 2018, CS/13387 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13387.doc.htm>

(ONU Info du 13 juin 2018), L'Assemblée générale adopte une résolution réclamant la protection des civils palestiniens à Gaza, 13 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016632>

(ONU Info du 1 juin 2018), Le Conseil de sécurité échoue à se prononcer sur les derniers événements à Gaza, 2 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1015631>

(Couverture des réunions du 1 juin 2018), Saisi de deux projets de résolution concurrents, le Conseil de sécurité échoue à se prononcer sur les derniers événements à Gaza, 1 juin 2018, CS/13362 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13362.doc.htm>

(ONU Info du 30 mai 2018), A Gaza, personne ne peut se permettre une autre guerre, avertit l'envoyé de l'ONU au Moyen-Orient, 30 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1015441>

(Couverture des réunions du 30 mai 2018), Toujours divisé sur le conflit israélo-palestinien, le Conseil de sécurité se souvient de l'été 2014 à Gaza et alerte encore sur les risques d'escalade, 30 mai 2018, CS/13360 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13360.doc.htm>

(ONU Info du 23 mai 2018), Gaza : l'ONU appelle à agir d'urgence pour éviter une nouvelle guerre, 23 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014792>

(Couverture des réunions du 23 mai 2018), Conseil de sécurité : le Coordonnateur spécial pour le Moyen-Orient appelle à appuyer les infrastructures de Gaza pour éviter une nouvelle guerre, 23 mai 2018, CS/13350 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13350.doc.htm>

(ONU Info du 18 mai 2018), Gaza : le Conseil des droits de l'homme approuve la création d'une commission d'enquête internationale, 18 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014402>

(ONU Info du 18 mai 2018), Gaza : le chef des droits de l'homme de l'ONU souhaite une enquête internationale, 18 mai 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/gaza-le-chef-des-droits-de-lhomme-de-lonu-souhaite-une-enquete-internationale>

(Couverture des réunions du 18 mai 2019), Forum sur la question de Palestine : un dernier jour de discussions entre espoir et pessimisme, 18 mai 2018, AG/PAL/1409 <https://www.un.org/press/fr/2018/agpal1409.doc.htm>

(ONU Info du 17 mai 2018), A New York, un forum de l'ONU sur la Palestine dans un contexte de tensions au Moyen-Orient, 17 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014312>

(Couverture des réunions du 17 mai 2018), Le Forum sur la question de la Palestine s'ouvre, « à point nommé », sur fond d'une actualité sanglante, 17 mai 2018, AG/PAL/1407 <https://www.un.org/press/fr/2018/agpal1407.doc.htm>

(ONU Info du 16 mai 2018), Gaza : le Conseil des droits de l'homme tiendra une session extraordinaire ce vendredi à Genève, 16 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014122>

(Point de presse quotidien du 15 mai 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 15 mai 2018, DBF180515 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180515.doc.htm>

(ONU Info du 15 mai 2018), Gaza : l'envoyé de l'ONU au Moyen-Orient dénonce une journée de tragédie et appelle à l'arrêt de la violence, 15 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014082>

(ONU Info du 15 mai 2018), Gaza : le chef des droits de l'homme condamne la journée « la plus sanglante » depuis 2014, 15 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014012>

(Couverture des réunions du 15 mai 2018), Après les violences meurtrières à Gaza, appels au Conseil de sécurité pour qu'Israël fasse un usage proportionné de la force, 15 mai 2018, CS/13338 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13338.doc.htm>

(ONU Info du 14 mai 2018), Manifestations à Gaza et en Cisjordanie : l'ONU appelle à la plus grande retenue de tous, 14 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013872>

(Communiqué de presse du 14 mai 2018), Déclaration du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sur la situation grave à Gaza, 14 mai 2018, AG/PAL/1406 <https://www.un.org/press/fr/2018/agpal1406.doc.htm>

(Communiqué de presse du 10 mai 2018), Israël-Syrie : le Secrétaire général note avec soulagement la normalisation partielle de la situation, 10 mai 2018, SG/SM/19026 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19026.doc.htm>

(ONU Info du 10 mai 2018), Israël et Syrie : l'ONU appelle à l'arrêt des hostilités après des tirs de missiles et des frappes aériennes, 10 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013632>

(Point de presse quotidien du 26 avril 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 26 avril 2018, DBF180426 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180426.doc.htm>

(Couverture des réunions du 26 avril 2018), Moyen-Orient : Le Coordonnateur spécial met en garde contre une « implosion » de Gaza et un nouveau conflit entre le Hamas et Israël, 26 avril 2018, CS/13318 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13318.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 13 avril 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 13 avril 2018, DBF180413 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180413.doc.htm>

(Communiqué de presse du 13 avril 2018), Le Secrétaire général décrit un Moyen-Orient marqué par des lignes de fracture aux profondes ramifications régionales et mondiales, 13 avril 2018, SG/SM/18986-SC/13294 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18986.doc.htm>

(Couverture des réunions du 13 avril 2018), Face aux risques d'escalade militaire au Moyen-Orient, le Secrétaire général exhorte les États Membres à agir de manière responsable, 13 avril 2018, CS/13293 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13293.doc.htm>

(Couverture des réunions du 30 mars 2018), Conseil de sécurité : après le lourd bilan de la « Marche du retour » à Gaza, l'Observateur de la Palestine demande une nouvelle fois « une protection internationale », 30 mars 2018, CS/13273 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13273.doc.htm>

(Couverture des réunions du 26 mars 2018), Moyen-Orient : le Coordonnateur spécial plaide une nouvelle fois pour le respect du « consensus de longue date » sur le règlement final du conflit, 26 mars 2018, CS/13263 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13263.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 13 mars 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 13 mars 2018, DBF180313 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180313.doc.htm>

(Communiqué de presse du 20 février 2018), Conflit israélo-palestinien : le Secrétaire général estime que « l'heure du dialogue, de la réconciliation et de la raison a sonné », 20 février 2018, SG/SM/18903-SC/13214 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18903.doc.htm>

(Couverture des réunions du 20 février 2018), Israël-Palestine : le Président palestinien propose devant le Conseil de sécurité une conférence internationale pour la reconnaissance mutuelle, 20 février 2018, CS/13213 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13213.doc.htm>

(Point de presse quotidien du 20 février 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 20 février 2018, DBF180220 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf180220.doc.htm>

(Notice biographique du 6 février 2018), Le Secrétaire général nomme M. Jamie McGoldrick de l'Irlande Coordonnateur spécial adjoint pour le processus de paix au Moyen-Orient, 6 février 2018, SG/A/1786-BIO/5059 <https://www.un.org/press/fr/2018/sga1786.doc.htm>

(Couverture des réunions du 25 janvier 2018), Processus de paix au Moyen-Orient : le « paradigme de règlement » du conflit a laissé place à un « paradigme de gestion », selon le Coordonnateur spécial, 25 janvier 2018, CS/13178 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13178.doc.htm>

Effectifs et budget

Effectifs : 374

- 152 observateurs militaires
- 222 membres du personnel civil

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 52
- Total pertes depuis 1948 : 103

Budget approuvé (juillet 2018- juin 2019) : \$10 189 000 (dollars des États Unis)
(Document A/72/6/Add.1)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bhoutan, Canada, Chili, Chine, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Inde, Irlande, Népal, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, et Suisse.

III. UNMOGIP

Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
Créée en 1948, mais en cours depuis 1949

Mandat

Contrôler le cessez-le-feu dans l'État de Jammu et Cachemire

L'UNMOGIP n'a pas été particulièrement sollicitée au courant de l'année 2018.

Le 3 juillet 2018, le Secrétaire général de l'ONU a annoncé la nomination du général José Eladio Alcain de l'Uruguay, au poste de l'UNMOGIP.

Résolutions du Conseil de sécurité

Aucune résolution en 2018

Rapports du Secrétaire général

Aucun rapport en 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Notice biographique du 3 juillet 2018), Le Secrétaire général de l'ONU, M. Antonio Guterres, a annoncé aujourd'hui la nomination du général José Eladio Alcain de l'Uruguay, comme Chef du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), 3 juillet 2018, SG/A/1815-BIO/5100-PKO/743 <https://www.un.org/press/fr/2018/sga1815.doc.htm>

Effectifs et budget

Effectifs : 117

- 45 observateurs militaires
- 72 membres du personnel civil

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 0
- Total pertes depuis 1949 : 11

Budget approuvé (juillet 2018 – juin 2019) : \$19 754 400 (dollars des États Unis)
(Document A/72/6/Add.1)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Chili, Croatie, Italie, Philippines, République de Corée, Roumanie, Suède, Suisse, Thaïlande, et Uruguay.

IV. UNFICYP

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
En cours depuis 1964

Mandat

Participer aux efforts pour un règlement politique à Chypre

A la fin de 2018, les discussions sur la réunification de l'île avaient progressé sans pour autant aboutir à un accord sur les critères d'ajustement territorial et les négociations poursuivaient donc encore leurs cours. Le 26 juillet 2018, le Conseil de sécurité de l'ONU

décidait de proroger le mandat de l'UNFICYP jusqu'au 31 janvier 2019 (S/RES/2430 (2018)). Le règlement du conflit sur l'île, entre les dirigeants chypriotes grecs et turcs, dépend de l'instauration de mesures de confiance militaires où l'on a noté des progrès. Mais, il était très important que davantage d'efforts soient mis en œuvre pour appliquer toutes les autres mesures, dont celles concernant l'interconnectivité des réseaux de téléphonie mobile et d'électricité, et pour parvenir à l'adoption et à la mise en œuvre de nouvelles initiatives tant conjointes qu'unilatérales propres à renforcer la confiance entre les communautés. Il était également crucial de garantir des mesures de confiance, en particulier dans les domaines de l'éducation, des jeunes, et de la coopération économique intercommunautaire, en reconnaissant les avantages importants d'une intégration économique renforcée entre les deux communautés. L'ouverture, en novembre 2018, de deux nouveaux points de passage devrait contribuer au renforcement de la confiance, et les parties devraient continuer de s'accorder sur l'ouverture d'autres points de passage. Il existe également la question de déminage : les parties bloquent l'accès aux champs de mines dans la zone tampon, une situation dangereuse pour les Chypriotes. A la fin décembre 2018, on demandait encore aux parties de permettre à la Force de reprendre ses opérations de déminage des derniers champs de mines.

A la fin de 2018, le Secrétaire général de l'ONU jugeait que les conditions de sécurité demeuraient stables tant sur l'île que sur le long de la Ligne verte. En revanche, il restait préoccupé par le fait que le nombre de violations militaires du statu quo, enregistrées par la Force, s'était significativement accru. Ces violations militaires peuvent donner lieu à des tensions dont les tendances seront de remettre en question tout progrès réalisé. L'UNFICYP joue un rôle important sur l'île et doit continuer d'être présente pour encourager le discours public et positif sur la partition de l'île, entre les deux parties, chypriotes grecs et turcs. Le développement économique et social des chypriotes passe par le règlement global et durable de la question de Chypre.

Par sa résolution S/RES/2430 (2018), adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité de l'ONU décidait, le 26 juillet 2018, de proroger le mandat de l'UNFICYP jusqu'au 31 janvier 2019.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2430 (2018) du 26 juillet 2018

S/RES/2398 (2018) du 30 janvier 2018

Rapports soumis ou transmis par le Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre, S/2018/25, 9 janvier 2018

Rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre, S/2018/919, 15 octobre 2018

Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre, S/2018/676, 11 juillet 2018

Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre, S/2018/25, 9 janvier 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Notice biographique du 8 novembre 2018), Le Secrétaire général nomme le général de division Cheryl Pearce, de l'Australie, commandant de la Force des Nations Unies à Chypre,

<https://www.un.org/press/fr/2018/sga1838.doc.htm>

(ONU Info du 30 janvier 2018), Chypre : le Conseil de sécurité renouvelle le mandat de la Force de l'ONU jusqu'au 31 juillet, 30 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/chypre-le-conseil-de-securite-renouvelle-le-mandat-de-la-force-de-lonu-jusquau-31-juillet>

Effectifs et budget

Effectifs : 1 004

- 736 membres du personnel en uniforme
- 65 policiers
- 151 membres du personnel civil international
- 52 officiers d'état-major

Pertes en vies humaines (2018)

- Total pertes en 2018 : 0
- Total pertes depuis 1964 : 183

Budget approuvé (juillet 2018- juin 2019) : \$53 531 100 (dollars des États Unis)
(A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Argentine, Autriche, Bosnie et Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Fédération de Russie, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Lituanie, Monténégro, Pakistan, Paraguay, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Suède, et Ukraine.

V. FNUOD

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (Golan, Syrie)
En cours depuis 1974

Mandat

Superviser le cessez-le-feu et l'accord de désengagement

En matière de sécurité, la situation est restée calme dans la zone d'opérations de la FNUOD, en raison de la cessation du conflit et de la reprise du contrôle par le Gouvernement de la République arabe syrienne, en août 2018, de certaines parties des zones de séparation et de limitation du secteur bravo, qui étaient précédemment sous le contrôle de divers groupes armés non étatiques. Les activités de la FNUOD ont continué de bénéficier de l'appui du Groupe d'observateurs au Golan relevant de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), sous le contrôle opérationnel de la FNUOD. Dans le cadre de l'élimination des restes de guerre, les forces de sécurité syriennes ont fait détoner des engins non explosés, de manière contrôlée. Selon le rapport du Secrétaire général sur la FNUOD (S/2018/1088 du 10 décembre 2018), tant que les conditions de sécurité ne le permettraient pas et que des hébergements adéquats et des mesures appropriées de protection de la Force ne seraient pas en place, la Force ne pourrait pas être déployée de façon permanente aux postes d'observation situés dans la zone de séparation.

Un examen indépendant de la FNUOD a été réalisé en septembre et octobre 2018 par une équipe spéciale chargée d'effectuer l'étude d'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Cet examen permettait d'évaluer le mandat de la Mission, tel que prescrit par l'Accord sur le désengagement et les conditions à remplir pour que la Force puisse s'acquitter de son mandat. Selon ce rapport d'examen, il était important que la FNUOD maintienne la liaison avec les Forces de défense israéliennes et les autorités syriennes, que ce soit en périodes calme ou de crise. La FNUOD a pu faciliter la communication entre les deux parties à travers un rôle de messenger. En effet, les mécanismes formels qui auraient pu permettre le dialogue direct entre les deux parties, étaient absents. Le fait que la FNUOD ait pu exercer ce rôle de messenger a permis de contribuer à éclaircir des malentendus et à apaiser les tensions entre les parties, permettant ainsi l'application effective des dispositions de l'Accord sur le désengagement. Le rapport d'examen a également relevé que les parties continuaient de violer le cessez-le-feu en dehors de la zone d'opérations de la FNUOD. En dépit de la baisse des tensions dans la zone, l'équipe a noté que la présence de « cellules dormantes » de groupes armés, de munitions non explosées et de restes de guerre, constituaient des risques pour le personnel de la FNUOD et empêchait la Force d'exercer ses activités effectivement. Afin de remédier à ces limites, l'équipe a constaté que la Force nécessiterait des moyens supplémentaires qui faciliteraient la mise en œuvre efficace du mandat de la Mission. Ces moyens supplémentaires comprennent le recours à de nouvelles techniques d'observation et de protection de la Force, une modernisation du parc de véhicules et des travaux importants de reconstruction de certaines positions évacuées par la Force, ainsi qu'une configuration appropriée des capacités opérationnelles et une rationalisation des processus.

A la fin de 2018, il importe de constater qu'il est prioritaire que la FNUOD puisse pleinement retourner dans la zone de séparation. La coopération continue entre Israël et la République arabe syrienne peut contribuer à faciliter ce retour, ce qui aiderait la Force à faire avancer les plans de redéploiement progressifs et à reprendre pleinement ses activités dans la zone de séparation. L'engagement continu d'Israël et de la République arabe syrienne à appliquer l'Accord de désengagement et leur appui à la présence de la FNUOD demeurent ainsi essentiels.

Après une prolongation du mandat de la FNUOD, de six mois, jusqu'au 31 décembre 2018 (S/RES/2426 du 29 juin 2018), le mandat de la Mission était encore renouvelé le 21 décembre 2018 pour une autre période six mois, allant jusqu'au 30 juin 2019 (S/RES/2450).

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2450 (2018) du 21 décembre 2018

S/RES/2426 (2018) du 29 juin 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période allant du 15 septembre au 20 novembre 2018, S/2018/1088, 10 décembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, S/2018/867, 26 septembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période allant du 23 février au 23 mai 2018, S/2018/550, 11 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période allant du 25 novembre 2017 au 23 février 2018, S/2018/244, 20 mars 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Couverture des réunions du 21 décembre 2018), Moyen-Orient : Le Conseil de sécurité renouvelle pour six mois le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), 21 décembre 2018, CS/13640 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13640.doc.htm>

Effectifs et budget

Effectifs : 1 094

- 125 membres du personnel civil
- 915 militaires
- 54 officiers d'état-major

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 4
- Total pertes depuis 1974 : 52

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$60 295 100 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)
Bhoutan, Fidji, Ghana, Inde, Irlande, Népal, Pays-Bas, et République tchèque

VI. FINUL

Force intérimaire des Nations Unies au Liban
En cours depuis 1978

Mandat

Contrôler la cessation des hostilités et assurer un accès humanitaire aux populations civiles.

À l'origine, la FINUL avait été établie en mars 1978 par le Conseil de sécurité pour confirmer le retrait des troupes israéliennes du sud du Liban, rétablir la paix et la sécurité internationales et aider le Gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans la région. Le mandat de la mission a été ajusté à deux reprises, en raison des développements intervenus en 1982 et en 2000. A l'issue de la crise de juillet/août 2006, le Conseil a décidé que la Force devrait, en sus de l'exécution de son mandat d'origine, contrôler la cessation des hostilités, accompagner et appuyer les forces armées libanaises à mesure de leur déploiement dans tout le Sud et fournir son assistance pour aider à assurer un accès humanitaire aux populations civiles et le retour volontaire des personnes déplacées dans des conditions de sécurité.

A la fin de février 2018, le Secrétaire général adjoint de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a visité la zone d'opérations de la FINUL au Liban ainsi que la Ligne bleue tracée par l'ONU en 2000, entre le Liban et Israël, pour confirmer le retrait des forces israéliennes du territoire libanais. A l'issue de cette visite de trois jours, JP Lacroix s'est dit impressionné par le travail qu'effectuait la FINUL et son rythme élevé de patrouille tant de jour que de nuit. La FINUL est une mission qui contribue significativement à la stabilisation du Liban, ce qui est crucial car préserver la stabilité et l'unité n'est pas seulement essentiel pour le Liban, mais également pour la région même. Le Secrétaire général de l'ONU rappelait d'ailleurs, lors d'une réunion ministérielle du groupe de soutien international au Liban tenue à Rome à la mi-mars 2018, que le Liban constitue un pilier fondamental de la stabilité dans la région. A cet effet, il est important de renforcer les institutions nationales et l'extension de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Les élections législatives du 6 mai 2018 – les premières organisées depuis 2009 – constituaient ainsi une étape essentielle dans le renforcement des institutions étatiques libanaises et la consolidation de la tradition démocratique du pays. Même s'il faut constater que le déploiement renforcé des forces armées libanaises (FAL) le long de la frontière orientale et le sud du fleuve Litani permet significativement de se débarrasser des militants des zones frontalières, il existe quand même des situations comme celle de l'attaque contre la FINUL par des militants, le 4 août 2018. Ces attaques visent à empêcher la mission de s'acquitter de son mandat, ce qui ne fait que nuire à la sécurité au Liban et dans la région. Pour le Conseil de sécurité de l'ONU, il doit être clair que les FAL doivent être les seules forces armées légitimes du Liban, telles qu'elles sont consacrées par la Constitution libanaise et l'Accord du Taëf. Les FAL, ensemble avec les institutions de sécurité de l'État, sont reconnues comme les seules entités à être en mesure d'étendre le contrôle du gouvernement libanais sur tout le territoire. Lors de sa conférence de presse du 9 août 2018 (Info ONU du 9 août 2018), Le Conseil de sécurité de l'ONU rappelait, d'ailleurs, qu'il ne peut y avoir au Liban d'armes ou d'autorité autres que celles de l'État libanais, pas plus qu'il ne peut y avoir de forces étrangères au Liban, sans le consentement de son gouvernement. Par ailleurs, la vente ou la livraison de matériel lié aux armes au Liban n'est pas possible, sauf autorisation du gouvernement libanais.

A la fin de décembre 2018, selon Stéphane Dujarric, le Porte-Parole du Secrétaire général de l'ONU, les forces de sécurité israéliennes ont découvert la présence de quatre tunnels le long de la Ligne bleue dans le nord d'Israël. La FINUL a confirmé l'existence de ces tunnels qui traversent la Ligne bleue et a informé les autorités libanaises qu'elles devaient prendre des mesures de suivi pour garantir la non violation de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Outre cette question de tunnels, la situation demeurait calme dans la zone d'opération de la FINUL.

Le 30 août 2018, par sa résolution S/RES/2433 (2018), adoptée à l'unanimité par ses 15 membres, le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la FINUL jusqu'au 31 août 2019.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2433 (2018) du 30 août 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Point de presse quotidien du 17 décembre 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 17 décembre 2018, 17 décembre 2018, DBF181217 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf181217.doc.htm>

(ONU Info du 26 septembre 2018), Le Président libanais alerte sur l'impact des crises syrienne et des réfugiés palestiniens sur son pays, 26 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024731>

(Couverture des réunions du 30 août 2018), Le Conseil de sécurité proroge d'un an, jusqu'au 31 août 2019, le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), 30 août 2018, CS/13481 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13481.doc.htm>

(ONU Info du 9 août 2018), Liban : le Conseil de sécurité condamne l'attaque contre la force de l'ONU dans le sud du pays, 9 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1020902>

(Communiqué de presse du 9 août 2018), Déclaration du Conseil de sécurité à la presse au sujet de l'attaque contre la FINUL, 9 août 2018, SC/13451-PKO/746 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13451.doc.htm>

(ONU Info du 9 mai 2018), Liban : après les élections législatives, l'ONU appelle les dirigeants politiques à travailler dans un esprit d'unité, 9 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013442>

(ONU Info du 15 mars 2018), A Rome, le chef de l'ONU appelle à préserver la stabilité et l'unité du Liban, 15 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1008642>

(ONU Info du 27 février 2018), Liban : il faut s'appuyer sur le calme relatif dans le sud pour aboutir à un cessez-le-feu permanent avec Israël (ONU), 27 février 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/02/1006851>

Effectifs et budget

Effectifs : 11 155

- 830 membres du personnel civil international
- 10 124 militaires
- 201 officiers d'état-major

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2017 : 1
- Total pertes depuis 1978 : 313

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$474 406 700 (dollars des États-Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Allemagne, Arménie, Autriche, Bangladesh, Belarus, Brésil, Brunei, Cambodge, Chine, Chypre, Colombie, Croatie, El Salvador, Espagne, Estonie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Kenya, Malaisie, Malta, Népal, Nigéria, Pays-Bas, Qatar, République de Corée, Serbie, Sierra Léone, Slovaquie, Sri Lanka, République-Unie de Tanzanie, Turquie, et Uruguay.

VII. MINURSO

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
En cours depuis 1991

Mandat

Préparer le futur du territoire

La MINURSO avait été déployée en 1991, suite à un cessez-le-feu signé en septembre 1991 en raison des combats qui avaient éclaté entre le Maroc et le Front Polisario, après la fin de l'administration coloniale espagnole du Sahara occidental en 1976. Depuis, le rôle de la MINURSO a été de surveiller le cessez-le-feu entre le gouvernement du Maroc et le Front Polisario et d'organiser un référendum sur l'autodétermination au Sahara occidental des deux parties. En mai 2018, le Secrétaire général de l'ONU se trouvait préoccupé par la présence du Front Polisario dans la zone tampon de Guerguerat et avait demandé son retrait immédiat. Il était également préoccupé par les plans du Front Polisario de déplacer des fonctions administratives à Bir Lahlou, ce qui aurait pour effet de jouer un rôle déstabilisateur dans les négociations menées sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU pour atteindre une solution politique juste, durable, et qui soit mutuellement acceptable pour les parties au conflit. Lors de sa visite au Sahara occidental, entre le 28 juin et 1^{er} juillet, l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Horst Koehler, expliquait que le renforcement de la confiance qui contribuerait à l'atteinte d'une solution politique juste permettrait d'ouvrir le pays à davantage d'investissements étrangers directs et favoriserait la croissance et l'emploi, non seulement au Sahara occidental, mais également dans toute la région du Maghreb. Il est essentiel que les négociations progressent afin que la qualité de vie des habitants s'améliore dans tous les domaines. M. Koehler recevait également l'assurance que le Front Polisario ne prévoirait plus de déplacer les structures administratives sur le territoire et retirerait sa présence de la zone tampon de Guerguerat.

Suite à une invitation de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Horst Koehler, une première table ronde sur le Sahara occidental s'est tenue au Palais des Nations Unies à Genève, les 5-6 décembre 2018, afin de relancer le processus de négociation et trouver une solution au conflit. La rencontre a rassemblé le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Front Polisario. Les parties se sont toutes accordées pour promouvoir la coopération et l'intégration comme étant les meilleurs moyens pour faire face aux défis de la région. Il est prévu qu'une deuxième table ronde se tienne en début 2019 afin de poursuivre le dialogue. Aucune date n'a été en revanche décidée.

Par sa résolution S/RES/2440 (2018) du 31 octobre 2018, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINURSO, jusqu'au 30 avril 2019, soit six mois au lieu d'un an.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2440 (2018), 31 octobre 2018

S/RES/2414 (2018), 27 avril 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, S/2018/889, 3 octobre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, S/2018/277, 29 mars 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 2 juillet 2018), Sahara occidental : l'envoyé de l'ONU juge important de progresser vers une solution durable au conflit, 2 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018042>

(ONU Info du 19 mai 2018), Sahara occidental : le chef de l'ONU met en garde contre toute action susceptible de modifier le statu quo, 19 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014532>

Articles de presse

Sahara : Fin de la table ronde à Genève, prochaine discussion en 2019, *HUFFPOST*, 6 décembre 2018 https://www.huffpostmaghreb.com/entry/sahara-fin-de-la-table-ronde-a-geneve-une-prochaine-discussion-en-2019_mg_5c093f8be4b0844cda50c36a

Sahara : 6 choses à retenir de la table ronde de Genève, *H24-Le Figaro*, 6 décembre 2018 <https://www.h24info.ma/actu/sahara-6-choses-a-retenir-de-la-table-ronde-de-geneve/>

Sahara occidental : après la table ronde de Genève, nouveau rendez-vous pris pour début 2019, *jeuneafrique*, 6 décembre 2018 <https://www.jeuneafrique.com/679082/politique/sahara-occidental-apres-la-table-ronde-de-geneve-nouveau-rendez-vous-pris-pour-debut-2019/>

Effectifs et budget

Effectifs : 485

- 230 membres du personnel civil
- 19 militaires
- 214 observateurs militaires
- 7 officiers d'état-major
- 15 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 0
- Total pertes depuis 1991 : 16

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$52 869 800 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bhoutan, Brésil, Chine, Croatie, Djibouti, Égypte, El Salvador, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Guinée, Honduras, Inde, Indonésie, Irlande, Kazakhstan, Malaisie, Malawi, Mexique, Mongolie, Monténégro, Népal, Nigéria, Pakistan, Pologne, Portugal République de Corée, Sri Lanka, Suisse, Suède, et Yémen.

VIII. MINUK

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

En cours depuis 1999

Le Mandat a été considérablement modifié en 2008. La mission continue, jusqu'à décision contraire du Conseil de sécurité, c'est-à-dire sans renouvellement périodique nécessaire du mandat

Mandat

Promotion de la sécurité, de la stabilité, et du respect des droits de l'homme au Kosovo

Les tensions politiques et sécuritaires au Kosovo continuent d'inquiéter le pays et, en dehors des contacts officiels ou officieux de haut niveau, le dialogue entre les deux parties n'a pratiquement donné lieu à aucune avancée substantielle. Le 7 février 2018, Zahir Tanin, le Représentant spécial du Secrétaire général au Kosovo et Chef de la MINUK, annonçait devant le Conseil de sécurité de l'ONU, que le lancement de la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'élargissement aux Balkans occidentaux pourrait contribuer à réaliser les aspirations du Kosovo à rejoindre l'Union Européenne (UE). Zahir Tanin expliquait que cette stratégie européenne pourrait ouvrir la voie à une intégration des pays de la région ainsi qu'à la réconciliation et au règlement durable de leurs différends. L'intégration des pays serait conditionnée par les réformes politiques et socioéconomiques attendues de ces pays. Mais, il faisait également le constat que la concrétisation de ces objectifs dépendait d'abord de la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. Or, les deux parties continuent de s'accuser mutuellement de provocations et aucun progrès de la réconciliation ne peut avoir lieu sans une forte coopération entre elles. Le 14 mai 2018, Zahir Tanin avertissait que l'arrestation le mois précédent de Marko Durić, le négociateur principal serbe pour le dialogue facilité par l'UE, provoquerait une escalade rhétorique entre Pristina et Belgrade. Par cet avertissement, Zahir Tanin faisait constater que l'aggravation des différends entre les deux parties était susceptible d'entraîner rapidement un effondrement complet du gouvernement du Kosovo. Marko Durić prenait part à une réunion du dialogue interne sur le Kosovo engagé par le Président serbe et, selon Tanin, après une arrestation qui a fait plusieurs blessés, Durić a été traîné et exhibé le long d'une rue du centre de Pristina, avant d'être refoulé hors du Kosovo.

Des développements politiques, socioéconomiques, et juridiques soudains et critiques sont venus empêcher tout effort de dialogue et de recherche de règlement dans le cadre de ce processus facilité par l'UE. Par exemple, suite à l'échec du Kosovo à intégrer INTERPOL, le gouvernement du Kosovo annonçait le 21 novembre 2018 une hausse de 10 à 100 % des tarifs des biens importés en provenance de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine. Un tel accroissement des tarifs ne pourrait qu'affecter la population du Kosovo car elle ferait monter les prix des biens en général. Face à cette annonce, les maires des quatre municipalités à majorité serbe du Kosovo avaient annoncé leurs démissions et la décision de leurs assemblées municipales respectives de cesser toute communication officielle avec Pristina. Belgrade, de son côté, a estimé que Pristina avait violé l'Accord de libre-échange d'Europe centrale et qu'elle ne pourrait participer au dialogue seulement après que Pristina serait revenue sur sa décision d'augmenter la taxe sur les importations. Outre ces actions, l'Assemblée du Kosovo adoptait, le 14 décembre 2018, trois nouvelles lois : Loi sur la Force de sécurité du Kosovo ; Loi sur le Service dans la Force de sécurité du Kosovo ; et Loi sur le Ministère de la Défense. Le Gouvernement du Kosovo a affirmé également son droit à avoir une force armée multiethnique et professionnelle qui s'alignerait sur les critères de l'OTAN et le Président serbe demande que l'adhésion de son pays à l'UE fasse partie des garanties d'un accord. Certains Kosovars sont l'objet de graves discriminations dans le cadre de l'exercice de leurs droits fondamentaux comme l'accès aux opportunités économiques et les limites à la liberté d'expression et de religion. Les réformes des institutions de l'État, nécessaires pour un État de droit, ont été sapées par des tensions ethniques et politiques. C'est dans cet environnement très incertain et préoccupant que la rencontre entre le Président serbe, Aleksandar Vučić, et le Président kosovar, Hashim Thaçi, s'est tenue à Bruxelles au début du mois de novembre 2018. Les deux dirigeants tenaient à confirmer leur ferme intention de rechercher un règlement au conflit.

La MINUK poursuit la mise en œuvre de son mandat. La mission continue d'accorder la priorité à bâtir la confiance au sein des Kosovars et à détruire la méfiance historique entre les communautés. L'établissement de la confiance dans le pays est la base de toute réussite dans les négociations. Car, tout accord de haut-niveau, atteint par des négociations politiques, ne pourrait avoir d'impact positif s'il est objet de méfiance au sein des communautés et des individus. La mission soutient les acteurs du changement au Kosovo afin de favoriser la paix et la réconciliation.

Résolutions du Conseil de sécurité

La MINUK est une mission créée sans limite dans le temps et ne fait donc l'objet d'aucune résolution.

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, S/2018/981, 1^{er} novembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, S/2018/747, 30 juillet 2018

Rapport du Secrétaire général sur les opérations de la Force internationale de sécurité au Kosovo, adressé à l'Organisation des Nations Unies (lettre), S/2018/497, 24 mai 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, S/2018/407, 1 mai 2018

Rapport du Secrétaire général sur les opérations de la Force internationale de sécurité au Kosovo, adressé à l'Organisation des Nations Unies (lettre), S/2018/98, 7 février 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, S/2018/76, 31 janvier 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 17 décembre 2018), Kosovo : l'ONU appelle Belgrade et Pristina à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître les tensions, 17 décembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1031951>

(ONU Info du 14 novembre 2018), Au Kosovo, la réconciliation passe par l'établissement de la confiance à tous les niveaux (ONU), 14 novembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/11/1029231>

(ONU Info du 14 mai 2018), Kosovo : l'envoyé de l'ONU avertit de la détérioration des relations entre Pristina et Belgrade, 14 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013962>

(ONU Info du 7 février 2018), Kosovo : l'ONU appelle à relancer le dialogue Belgrade-Pristina, 7 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/kosovo-lonu-appelle-relancer-le-dialogue-belgrade-pristina>

Autres Documents et Articles de Presse

Agreement on Comprehensive Normalization of Relations between Serbia and Kosovo - Political and Legal Analysis, *CSP EU-RS Think Thank*, November 2018 <https://europeanwesternbalkans.com/wp-content/uploads/2018/12/Agreement-on-Comprehensive-Normalization-of-Relations-between-Serbia-and-Kosovo.pdf>

Serbian President says he wants EU membership guarantee as part of Kosovo deal, World News, September 13, 2018 <https://www.reuters.com/article/us-eu-balkans-serbia/serbian->

[president-says-he-wants-eu-membership-guarantee-as-part-of-kosovo-deal-idUSKCN1LT2EY](#)

Effectifs et budget

Effectifs : 351

- 312 membres du personnel civil
- 8 observateurs militaires
- 10 policiers
- 21 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2017 : 0
- Total pertes depuis 1999 : 55

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$37 192 700 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Allemagne, Autriche, Bulgarie, Finlande, Hongrie, République de Moldova, Pologne, République tchèque, Roumanie, Fédération de Russie, Turquie, et Ukraine.

IX. MINUL

Mission des Nations Unies au Libéria
En cours depuis 2003
Mission fermée le 30 mars 2018

Mandat

Protéger la population civile ; conseiller le gouvernement libérien sur la réforme de l'appareil judiciaire et des institutions chargées de la sécurité ; aider le gouvernement libérien dans les efforts de promotion et de protection des droits de l'homme ; contribuer au renforcement des efforts faits par le gouvernement libérien pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste ; continuer à communiquer avec la population et le gouvernement pour promouvoir une paix durable jusqu'à la tenue des élections d'octobre 2017 ; et protéger le personnel, les installations et le matériel de l'ONU.

George Weah, élu nouveau Président du Libéria le 26 décembre 2017, a été investi en janvier 2018. Les efforts de la MINUL auront permis de créer un environnement propice à des élections démocratiques et permettre la passation de pouvoir d'un Président élu à un autre en 70 ans.

La MINUL a œuvré effectivement vers la sensibilisation aux droits de l'homme, la protection des civils, et la réforme de l'État de droit et des institutions judiciaires. Elle a contribué au désarmement des groupes armés, au retour de la stabilité dans le pays, et aux efforts de réconciliation nationale.

Après quinze ans de présence dans le pays, le mandat de la MINUL s'achevait le 30 mars 2018, avec succès. La MINUL sera remplacée par une équipe pays des Nations Unies au

Libéria qui accompagnera le pays dans ses projets de consolidation de la paix et de développement.

Résolutions du Conseil de sécurité

Aucune résolution en 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport final du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria, S/2018/344, 13 avril 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 19 avril 2018), Libéria : le maintien de la paix terminé, le pays doit désormais se concentrer sur son développement (ONU), 19 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011662>

(ONU Info du 30 mars 2018), Libéria : Guterres salue la conclusion réussie de la mission de la paix de l'ONU, 30 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1010031>

(Communiqué de presse du 30 mars 2018), Le Secrétaire général salue le succès de la Mission de l'ONU au Libéria et rend hommage à tous ceux qui y ont contribué, 30 mars 2018, SG/SM/18966-PKO/713 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18966.doc.htm>

(ONU Info du 29 mars 2018), Libéria : après 15 ans de mission réussie, les Casques bleus de l'ONU quittent un pays stable et reconnaissant, 29 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009901>

(ONU Info du 23 mars 2018), Libéria : la mission de l'ONU s'apprête à quitter le pays après avoir contribué au retour de la paix, 23 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/liberia-la-mission-de-lonu-sapprete-quitter-le-pays-apres-avoir-contribue-au-retour-de-la-paix>

(ONU Info du 22 janvier 2018), Avec l'investiture du Président Weah, l'ONU salue la réussite de l'alternance politique au Libéria, 22 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/avec-linvestiture-du-president-weah-lonu-salue-la-reussite-de-lalternance-politique-au-liberia>

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (mars 2018)

Allemagne, États-Unis d'Amérique, Népal, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède.

X. MINUJUSTH

Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
En cours depuis 2017

Mandat

Renforcer l'état de droit, la protection des droits de l'homme et la professionnalisation de la Police nationale d'Haïti.

S'appuyant sur les réalisations de la MINUSTAH, la mission précédente des Nations Unies en Haïti, la MINUJUSTH a entamé son mandat en octobre 2017. La MINUJUSTH est une mission prévue pour deux ans pour une souple transition vers un développement inclusif et durable en Haïti. Le mandat de la MINUJUSTH repose sur quatre volets : a) continuer d'appuyer les autorités nationales dans le développement et la professionnalisation de la

Police nationale d'Haïti ; b) renforcer les institutions de l'état de droit, y compris les secteurs de la justice et des services correctionnels ; c) promouvoir la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris les questions d'égalité et d'équité de genre ; et d) contribuer par les bons offices au dialogue politique. Par sa résolution S/RES/2410 du 10 avril 2018, le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la MINUJUSTH jusqu'au 15 avril 2019 et prévoyait un retrait à compter du 15 octobre 2019. Les principaux objectifs de la MINUJUSTH sont de fortifier les institutions de l'État de droit et de faire respecter les droits de l'homme dans le pays et d'aider toutes les branches du gouvernement haïtien à améliorer le travail de la police nationale dans son travail de sécurité et de maintien de l'ordre. Le pays souffre encore d'actes de violence et d'attaques contre les civils, comme celles de juillet 2018 qui ont fait plusieurs morts. Des décisions économiques du gouvernement, comme par exemple d'augmenter les prix du carburant – décision ensuite annulée – ont donné lieu à deux jours de pillages et d'incendies criminels. Cette tentative d'augmenter le prix du carburant devait être la conséquence de la suppression des subventions aux produits pétroliers, laquelle avait entraîné une hausse du prix du kérosène à 38%. Haïti connaît également un niveau important de corruption, de mauvaises conditions de travail et de salaires, lesquels créent des incertitudes économiques qui donnent lieu à des sentiments d'exclusion sociale, en particulier chez les jeunes et les populations les plus vulnérables. Selon Susan Page, la Chef de la Mission, la MINUJUSTH est beaucoup plus flexible et mobile que la mission précédente (MINUSTAH), du fait que la Mission soit basée presque exclusivement à Port-au-Prince, la capitale haïtienne. La Mission est dotée d'une composante civile concentrée dans la capitale et d'unités mobiles pluridisciplinaires dont le rôle est de suivre l'évolution politique, de l'État de droit, et de communiquer avec les communautés dans l'ensemble du pays. La coopération avec le gouvernement et les discussions avec la population constituent des activités clés pour instaurer une confiance mutuelle. La MINUJUSTH a placé 135 officiers de police auprès de la police nationale haïtienne, répartis dans l'ensemble du pays, et 23 membres des services pénitentiaires dans 9 des 18 prisons en Haïti. La Mission coopère également avec toutes les agences et programmes des Nations Unies présents dans le pays, ainsi qu'avec le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour Haïti, Josette Sheeran.

La stratégie de sortie de la MINUJUSTH, telle que l'indique la résolution 2410 du Conseil de sécurité (10 avril 2018) repose ainsi sur 11 critères nécessitant une collaboration entre le gouvernement et la mission : l'adoption des projets de code pénal et de code de procédure pénale, le renforcement des systèmes judiciaires et pénitentiaires haïtiens, l'augmentation des mécanismes internes de contrôle et de responsabilisation dans les secteurs de la police, l'administration pénitentiaire et de la justice, la mise en place d'un conseil électoral permanent, l'adoption de la loi sur l'entraide judiciaire, le règlement de la question du placement en détention provisoire prolonger, et l'approbation de mesures de lutte contre la violence communautaire. La garantie des droits de l'homme est essentielle pour la stabilité d'Haïti. Ainsi, le Conseil de sécurité autorise la mission à user de tous les moyens nécessaires pour appuyer et renforcer la police nationale d'Haïti et pour protéger les civils menacés de violences physiques imminentes.

Il est essentiel que la MINUJUSTH mène des efforts d'étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies afin d'assister le gouvernement et la population haïtienne à consolider tous les acquis réalisés lors de la mission précédente. Des initiatives comme celle de la « Caravane pour le changement » mises en œuvre pour instaurer un climat de changement et améliorer de vie quotidienne des haïtiens, indiquent la volonté apparente du gouvernement haïtien de coopérer avec la mission et de voir son pays atteindre le développement durable. Mais, le pays connaît encore une situation sécuritaire volatile. Bien

que le nombre d'homicides volontaires ait chuté, les crimes liés aux gangs ont augmenté, accroissant ainsi les menaces sécuritaires. La Mission ne pourra se dire réussie seulement lorsqu'elle pourra confirmer sa confiance en la capacité de la police nationale haïtienne à gérer seule la sécurité de son pays.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2410 (2018) du 10 avril 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti, S/2018/1059, 28 novembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti, S/2018/795, 30 août 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti, S/2018/527, 1 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti, S/2018/241, 20 mars 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 6 septembre 2018), En Haïti, le professionnalisme des officiers de police doit être amélioré et leur nombre augmenté (ONU), 6 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1022891>

(Notice biographique du 1 août 2018), Le Secrétaire général nomme Mme Helen Meagher La Lime des États-Unis Représentante spéciale pour Haïti, 1 août 2018, SG/A/1822-BIO/5112-PKO/745 <https://www.un.org/press/fr/2018/sga1822.doc.htm>

(ONU Info du 24 juillet 2018), Les récentes violences ont testé la capacité de la Police et des institutions haïtiennes à préserver l'état de droit, 24 juillet 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/les-recentes-violences-ont-teste-la-capacite-de-la-police-et-des-institutions-haitiennes-preserver>

(ONU Info du 12 juillet 2018), Le Conseil de sécurité condamne les récentes violences en Haïti, 12 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018861>

(Info ONU du 10 avril 2018), Haïti : le Conseil de sécurité envisage le retrait de la MINUJUSTH à compter du 15 octobre 2019, 10 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010761>

(ONU Info du 3 avril 2018), Haïti : la Mission de l'ONU pleinement opérationnelle, 3 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010211>

(ONU Info du 3 janvier 2018), Haïti : la nouvelle mission des Nations Unies adopte une approche novatrice pour renforcer l'État de droit, 3 janvier 2018

<https://peacekeeping.un.org/fr/haiti-la-nouvelle-mission-des-nations-unies-adopte-une-approche-novatrice-pour-renforcer-letat-de>

Effectifs et budget

Effectifs : 1 301

- 968 policiers
- 325 personnels civils
- 8 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 0
- Total pertes depuis avril 2017 : 1

Budget approuvé (Juillet 2019 – Juin 2019) : \$121 455 900 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Allemagne, Argentine, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Djibouti, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Guinée, Inde, Indonésie, Jordanie, Madagascar, Mali, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Portugal, Rwanda, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay.

XI. MINUAD

Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
En cours depuis 2007

Mandat

Protéger les civils, faciliter l'aide humanitaire et aider le processus politique au Darfour

En 2018, la MINUAD poursuivait sa reconfiguration tel qu'elle est prévue par le Conseil de sécurité de l'ONU dans sa résolution S/RES/2363 (2017) du 29 juin 2017. La reconfiguration du mandat de la mission devait avoir lieu en deux phases. Première phase : pour une période de six mois, à compter du 29 juin 2017, les effectifs maximums autorisés seraient ramenés à 8 735 militaires et 2 500 policiers. L'ampleur de la réduction des effectifs seraient revus avant le 1^{er} janvier 2018. Elle porterait sur cinq points : a) les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la première phase de la restructuration ; b) l'incidence de la réduction sur les domaines dans lesquels la MINUAD a cessé d'intervenir, y compris les besoins de protection, les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et les violations du droit international humanitaire, et la capacité des organismes de secours à fournir une aide humanitaire ; c) la coopération du Gouvernement soudanais avec la MINUAD ; d) l'élimination des obstacles d'ordre bureaucratique auxquels se heurte la MINUAD ; et f) la question de savoir si la situation sur le terrain permettrait toujours de nouvelles réductions. Le gouvernement soudanais s'étant montré très coopératif pour faciliter le rapatriement des contingents et la fermeture et le transfert des équipes en temps voulu, cette première phase du processus de reconfiguration avait été achevée avant la date butoir du 31 décembre 2017. Le 10 janvier 2018, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a apporté deux recommandations au Conseil de sécurité. La première a été celle qu'à mesure que la MINUAD progresserait vers la mise en œuvre de la deuxième phase de la reconfiguration, il recommanderait au Conseil d'examiner la possibilité d'envisager un nouveau concept de mission avec des priorités ajustées dans le contexte du renouvellement du mandat de la MINUAD en juin 2018. La deuxième recommandation était celle de la considération par les États membres du financement des efforts de consolidation de la paix au Darfour comme une question politique hautement prioritaire pour protéger les investissements réalisés dans la paix et éviter un retour des affrontements. A la fin de janvier 2018, le Conseil de sécurité réclamait ainsi une reconfiguration de la MINUAD avant le 1^{er}

juin 2018. Le 10 mai 2018, Jeremiah Mamabolo, Représentant spécial conjoint de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour et Chef de la MINUAD, reconnaissait que cette phase deux de la reconfiguration se déroulait très bien. Des progrès significatifs avaient été réalisés avec le début de la construction de la base opérationnelle temporaire de Golo par la compagnie d'ingénieurs chinois, en parallèle avec les activités d'amélioration de l'infrastructure routière dans la région, en particulier sur l'axe Nertiti-Golo, par la compagnie d'ingénieurs pakistanais.

Le 6 mars 2018, le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine nommaient Mme Anita Kokui Gbebo, du Ghana, Représentante spécial conjointe adjointe au Darfour. M. Mamabolo remplaçait Mme Bintou Keita, de la Guinée.

Après une prorogation du mandat de la MINUAD jusqu'au 13 juillet 2018 (S/RES/2425 (2018)), décidée le 29 juin 2018, le mandat de la mission était un mois plus tard prolongé jusqu'au 30 juin 2019, dans une résolution du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 13 juillet 2018 (S/RES/2429 (2018)). Le nouveau mandat répond à une double démarche. La première démarche concerne la protection militaire, l'enlèvement des restes explosifs de guerre, les secours d'urgence dans la région du Jebel Marra, la stabilisation de la situation, l'appui à la police et l'aide au renforcement des institutions garantes de l'état de droit dans les autres régions du Darfour. La deuxième démarche relève du mandat général de protection des civils, de médiation des conflits intercommunautaires et de suivi des questions liées à la réforme du secteur de la sécurité.

Selon Mamabolo, la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour, se poursuit à un rythme lent en raison de contraintes de capacités et de ressources. Afin de surmonter les différends, Mamabolo poursuivait ses discussions avec le gouvernement soudanais et les mouvements non-signataires en appui du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'UA sur le Soudan. L'objectif visé est que les parties se mettent d'accord pour signer un cadre de pré-négociation qui faciliterait une cessation des hostilités et la reprise des négociations politiques. Mais il reste à entraîner le chef de l'Armée de libération du Soudan (ALS), Abdul Wahid Nour, vers la table des négociations. Selon Mamabolo, Nour semble évidemment préférer la belligérance et il ne s'estime pas convaincu que Nour cherche à mettre fin aux hostilités et estime d'ailleurs très improbable qu'il participera au processus de paix.

La situation sécuritaire au Darfour demeure relativement calme. Mais, il existe encore des problèmes, comme la hausse des tensions entre éleveurs et agriculteurs sur la question des terres et des ressources. L'insuffisance de respect des droits de l'homme demeurait encore préoccupante au Darfour et il a été prévu que des discussions constructives se tiennent entre la mission et Khartoum pour établir un bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Soudan.

En octobre 2018, Jeremiah Mamabolo, confirmait que la restructuration de la MINUAD progressait bien et que la mission était dans les temps pour réduire sa composante militaire de 4685 personnes et sa composante civile de 1184 personnes d'ici fin juin 2019. Cinq sites de la MINUAD ont été fermés en octobre 2018 et cinq autres en décembre 2018.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2425 (2018) du 29 juin 2018

S/RES/2429 (2018) du 13 juillet 2018

S/RES/2400 (2018), 8 février 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, S/2018/912, 12 octobre 2018

Rapport spécial du Président de la Commission de l'Union africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur l'examen stratégique de l'Opération hybride africaine-Nations Unies au Darfour, S/2018/530, 1 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, S/2018/389, 25 avril 2018

Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, S/2018/154, 22 février 2018

Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de la première phase de restructuration de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour menée par le Président de la Commission de l'Union africaine et le Secrétaire général, S/2018/12, 4 janvier 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 22 octobre 2018), Au Darfour, la mise en œuvre de l'accord de paix se poursuit à un rythme lent (ONU et UA), 22 octobre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/10/1027222>

(ONU Info du 13 juillet 2018), Darfour : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUAD jusqu'au 30 juin 2019, 13 juillet 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018962>

(ONU Info du 29 juin 2018), Darfour : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUAD jusqu'au 13 juillet 2018, 29 juin 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017932>

(ONU Info du 10 mai 2018), Darfour : la reconfiguration de la MINUAD se déroule très bien, selon l'envoyé de l'ONU 10 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013592>

(ONU Info du 14 mars 2018), Au Darfour, le processus politique reste dans une impasse (ONU), 14 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1008472>

(Communiqué de presse du 6 mars 2018), Le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la Commission de l'UA nomment Mme Anita Kokui Gbeho, du Ghana, Représentante spéciale conjointe adjointe au Darfour, 6 mars 2018, SG/A/1792-BIO/5070-PKO/710
<https://www.un.org/press/fr/2018/sga1792.doc.htm>

(ONU Info du 8 février 2018), Soudan : le Conseil de sécurité proroge d'un an la surveillance de l'application des sanctions au Darfour, 8 février 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/soudan-le-conseil-de-securite-proroge-dun-la-surveillance-de-lapplication-des-sanctions-au-darfour>

(ONU Info du 31 janvier 2018), Darfour : le Conseil de sécurité réclame une reconfiguration de la MINUAD avant le 1^{er} juin, 31 janvier 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/darfour-le-conseil-de-securite-reclame-une-reconfiguration-de-la-minuad-avant-le-1er-juin>

(ONU Info du 10 janvier 2018), Darfour : la Mission de l'ONU et de l'Union africain poursuit sa reconfiguration, 10 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/darfour-la-mission-de-lonu-et-de-lunion-africaine-poursuit-sa-reconfiguration>

Effectifs et budget

Effectifs : 10 683

- 2 620 membres du personnel civil international
- 5 469 militaires
- 54 observateurs militaires
- 2 303 policiers
- 132 officiers d'état-major
- 105 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 14
- Total pertes depuis 2007 : 271

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$385 678 500 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Afrique du Sud, Allemagne, Bangladesh, Bhoutan, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Djibouti, Équateur, Égypte, Fidji, Gambie, Ghana, Îles Salomon, Indonésie, Iran, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Malawi, Malaisie, Mongolie, Namibie, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Léone, République-Unie de Tanzanie, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Zambie, et Zimbabwe.

XII. MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
En cours depuis 2010

Mandat

Protection des civils et consolidation de la paix en République démocratique du Congo

Le 9 janvier 2018, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, indiquait qu'un an après la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016 (Accord de la Saint-Sylvestre), la situation politique en République démocratique du Congo (RDC) restait encore très fragile. Cette situation sécuritaire était principalement causée par des groupes armés qui poursuivaient leurs activités dans l'est du pays et qui posaient de grands défis à la protection des civils. La situation critique sécuritaire était également causée par les nombreuses attaques contre les civils aussi bien que contre le personnel de la MONUSCO, au Nord-Kivu où opèrent les Forces démocratiques alliées, les Kasai où sévissent des miliciens, en Ituri, et dans les provinces du Sud-Kivu, Maniema et Tanganyika. La RDC connaissait une détérioration constante de la sécurité dans le pays, accompagnée d'une situation humanitaire inquiétante qui exigeait un accroissement de financement pour une réponse d'urgence. Or, tout échec à établir la confiance dans une mise en œuvre effective de l'Accord ne pouvait qu'attiser les tensions et aggraver la violence. Les négociations politiques, pour leur part, ont fait l'objet d'impasse. La MONUSCO s'est dite engagée à soutenir le transfert pacifique du pouvoir – lequel n'a pas eu lieu dans le pays en 50 ans d'indépendance – et la consolidation de la stabilité. Ce transfert

nécessitait la poursuite de l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre du 31 décembre 2016. Cet Accord représentait, selon le Conseil, la seule voie viable pour sortir de la situation politique. En mars 2018, la Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougi, constatait que des progrès notables avaient été accomplis en ce qui concerne les préparatifs des élections présidentielle et législative. Mais, il restait à résoudre encore les problèmes de répartition de sièges, de ressources financières nécessaires pour organiser les élections dans les délais prévus, soit le 23 décembre 2018 (les élections avaient déjà été reportées à plusieurs reprises depuis 2016), et les divergences portant sur certaines modalités des élections, comme l'utilisation de machines à voter. Le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA avaient appelé le gouvernement congolais, la Commission électorale nationale indépendante (CENI), et toutes les parties prenantes comme la CIRGL, la SADC, l'UE, et l'OIF à coopérer pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre et l'organisation et la tenue effective des élections. En dépit de la décision des autorités congolaises d'organiser les élections sans appui extérieur, la MONUSCO continuait d'apporter un appui technique et se tenait prête à fournir un soutien logistique en cas de demande. La MONUSCO veille à la participation des femmes dans les processus politiques et électoraux en RDC et demandait au gouvernement congolais de remédier au déficit de participation des femmes congolaises à la vie politique du pays. La France, d'ailleurs, qui dirigeait la délégation du Conseil de Sécurité en RDC, a indiqué en octobre 2018 que la participation politique des Congolaises et la lutte contre les violences faites aux femmes faisaient partie des quatre priorités de leur mission à Kinshasa. En termes humanitaires, même si le Chef de l'humanitaire des Nations Unies, Mark Lowcock, se félicitait en avril 2018 des progrès que réalisaient la communauté internationale pour accroître l'aide aux populations locales, à la mi-juillet 2018, le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA se montraient préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans le pays et des défis à relever pour renforcer la confiance dans le processus politique.

En raison de l'épidémie d'Ebola qui a particulièrement touché certaines zones, comme Beni, Beni-Ville, Butembo, et Yumbi, certaines populations n'ont pas pu voter. Mais, les élections présidentielles se sont bien tenues le 30 décembre 2018. Félix Tshiseki a succédé à Joseph Kabila. Le report des élections qui étaient prévues pour le 23 décembre a été causé par un incendie, le 13 décembre 2018, d'un des entrepôts de la CENI à Kinshasa où était stocké du matériel électoral destiné aux bureaux de vote et au dépouillement dans plusieurs communes dans la capitale.

Par sa résolution S/RES/2409 (2018) du 27 mars 2018, adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la MONUSCO jusqu'au 31 mars 2019 en lui fixant comme priorités stratégiques d'assurer la protection des civils et d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre du 31 décembre 2016, et du processus électoral.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2424 (2018) du 29 juin 2018

S/RES/2409 (2018) du 27 mars 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, S/2019/886, 2 octobre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, S/2018/882, 1 octobre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, S/2018/655, 2 juillet 2018

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, S/2019/209, 8 mars 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, S/2018/174, 1 mars 2018

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016, S/2018/128, 15 février 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, S/2018/16, 5 janvier 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 28 décembre 2018), L'année 2018 a été une année très chargée pour la RDC, (audio,) 28 décembre 2018 <https://news.un.org/fr/audio/2018/12/1032731>

(ONU Info du 28 décembre 2018), Elections en RDC : Leila Zerrougui regrette que certaines populations ne puissent pas voter, (audio), 28 décembre 2018 <https://news.un.org/fr/audio/2018/12/1032761>

(ONU Info du 28 décembre 2018), L'ONU appelle à un environnement exempt de violence le jour du scrutin du 30 décembre, 28 décembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1032751>

(ONU Info du 22 décembre 2018), Report des élections en RDC : Les congolais doivent pouvoir s'exprimer en toute liberté – Conseil de sécurité, 22 décembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1032411>

(Communiqué de presse du 15 novembre 2018), RDC : Le Secrétaire général condamne l'assassinat de sept Casques bleus de la MONUSCO, 15 novembre 2018, SG/SM/19345-PKO/756 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19345.doc.htm>

(ONU Info du 5 novembre 2018), Deux hauts responsables onusiens en visite en RDC pour faire le point sur la réponse à Ebola, 5 novembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/11/1028322>

(ONU Info du 30 octobre 2018), Ebola en RDC : le Conseil de sécurité réclame le libre passage du personnel humanitaire, 30 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1027882>

(ONU Info du 22 octobre 2018), RDC : l'ONU condamne l'assassinat de 11 personnes près de Beni, 22 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1027232>

(ONU Info du 16 octobre 2018), Lutte contre Ebola en RDC : la MONUSCO apporte un appui logistique et sécuritaire, 16 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026662>

(ONU Info du 12 octobre 2018), RDC : l'épidémie d'Ebola atteint le seuil des 200 cas, Beni devient le nouvel épiceutre, 12 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026422>

(ONU Info du 11 octobre 2018), RDC : le processus électoral évolue conformément au calendrier, estime l'envoyé de l'ONU, 11 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026332>

(ONU Info du 7 octobre 2018), TDC : les femmes congolaises peinent à s'imposer en politique, 7 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1025952>

(ONU Info du 6 octobre 2018), En RDC, le Conseil de sécurité souligne l'opportunité historique que représentent les élections du 23 décembre, 6 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1025922>

(ONU Info du 25 septembre 2018), Le Président de la RDC réaffirme son engagement à tenir des élections cette année, 25 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024622>

(ONU Info du 20 septembre 2018), RDC : les violations des droits de l'homme ont fortement augmenté au mois d'août (ONU), 20 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024092>

(ONU Info du 7 septembre 2018), RDC : l'ONU dénonce la répression et appelle à respecter la liberté d'expression et de réunion pacifique, 7 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023041>

(ONU Info du 27 août 2018), RDC : il faut consolider le niveau de confiance pour les élections, estime la cheffe de la MONUSCO Leila Zerrougui, 27 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1022112>

(ONU Info du 24 août 2018), RDC : l'escalade de la violence menace des millions de personnes dans l'est où sévit le virus Ebola (HCR), 24 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1022012>

(ONU Info du 13 août 2018), RDC : le Conseil de sécurité encourage à créer un environnement propice à des élections inclusives, 13 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1021142>

(ONU Info du 9 août 2018), RDC : le chef de l'ONU salue la décision du Président Kabila de respecter la constitution, 9 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1020952>

(ONU Info du 6 août 2018), Ebola en RDC : la MONUSCO apporte un soutien logistique au gouvernement congolais au Nord-Kivu, 6 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1020612>

(ONU Info du 25 juillet 2018), Élections en RDC : la cheffe de la MONUSCO appelle toutes les parties à saisir cette « occasion historique », 25 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019892>

(ONU Info du 19 juillet 2018), RDC : les instances de sécurité de l'ONU et de l'UA appellent au respect de l'Accord du 31 décembre, 19 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019422>

(ONU Info du 6 juillet 2018), RDC : le Conseil des droits de l'homme décide de dépêcher deux experts internationaux sur les événements au Kasai, 6 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018372>

(ONU Info du 3 juillet 2018), RDC : des experts de l'ONU choqués par l'ampleur et la brutalité des crimes commis au Kasai, 3 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018172>

(ONU Info du 26 juin 2018), RDC : des experts de l'ONU accusent les forces de sécurité et les milices de crimes contre l'humanité au Kasai, 26 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017472>

(ONU Info du 1 juin 2018), RDC : la MONUSCO doit gérer une situation toujours fragile sur le plan sécuritaire – Entretien avec le Général Commins, 1 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1015621>

(ONU Info du 8 mai 2018), Est de la RDC : la cheffe de la MONUSCO sensibilise les acteurs locaux à la paix, 8 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013372>

(ONU Info du 7 mai 2018), RDC : la Représentante de l'ONU plaide pour un processus électoral « qui renforcera la stabilité », 7 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013142>

(ONU Info du 4 mai 2018), RDC : la CPI n'hésitera pas à poursuivre les responsables d'atrocités (Fatou Bensouda), 4 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013112>

(ONU Info du 19 avril 2018), RDC : le PAM et la FAO soutiennent les petits agriculteurs et les femmes pour appuyer la paix dans les Kivus, 19 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011582>

(Communiqué de presse du 13 avril 2018), Le Secrétaire général nomme le général de corps d'armée Elias Rodrigues Martins Filho, du Brésil, Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies en RDC, 13 avril 2018, SG/A/1800-BIO/5080-PKO/725 <https://www.un.org/press/fr/2018/sga1800.doc.htm>

(Communiqué de presse du 5 avril 2018), Réunion avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUSCO) et le Service de la lutte antimines de l'ONU, 5 avril 2018, SC/13280-DC/3767-PKO/718 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13280.doc.htm>

(ONU Info du 5 avril 2018), RDC : les femmes jouent un rôle important dans la lutte antimines (UNMAS), 5 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010481>

(ONU Info du 5 avril 2018), RDC : l'ONU se félicite des progrès réalisés pour accroître l'assistance humanitaire, 5 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010461>

(ONU Info du 27 mars 2018), RDC : le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la MONUSCO, 27 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009661>

(ONU Info du 23 mars 2018), RDC : le Conseil de sécurité inquiet de la détérioration de la situation humanitaire, 23 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009401>

(ONU Info du 19 mars 2018), RDC : l'ONU dénonce un recours à la force illégal et disproportionné contre des manifestants, 19 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1008842>

(Dépêche de l'ONU du 16 mars 2018), Leïla Zerrougui achève sa première visite au grand Kasai, 16 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1008722>

(Dépêche de l'ONU du 8 mars 2018), En RDC, Leïla Zerrougui plaide pour un plus grand rôle des femmes congolaises en politique, 8 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/en-rdc-leila-zerrougui-plaide-pour-un-plus-grand-role-des-femmes-congolaises-en-politique>

(Dépêche de l'ONU du 7 mars 2018), RDC : il reste des défis notables à relever pour préparer les élections, selon l'envoyée de l'ONU, 7 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1007842>

(Dépêche de l'ONU du 5 mars 2018), RDC : la MONUSCO condamne des attaques ciblées contre des civils en Ituri, 5 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-la-monusco-condamne-des-attaques-ciblees-contre-des-civils-en-ituri>

(Dépêche de l'ONU du 2 mars 2018), RDC : l'enquête sur des attaques contre les Casques bleus pointe du doigt le groupe armé ADF, 2 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-lenquete-sur-des-attaques-contre-les-casques-bleus-pointe-du-doigt-le-groupe-arme-adf>

(Dépêche de l'ONU du 26 février 2018), RDC : l'ONU appelle à enquêter sur la mort de deux personnes tuées lors des manifestations, 16 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-lonu-appelle-enqueter-sur-la-mort-de-deux-personnes-tuees-lors-de-manifestations>

(Dépêche de l'ONU du 23 février 2018), RDC : au moins 90 000 enfants déplacés ou réfugiés par les violences dans l'Ituri (UNICEF), 23 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-au-moins-90000-enfants-deplaces-ou-refugies-par-les-violences-dans-lituri-unicef>

(Dépêche de l'ONU du 16 février 2018), RDC : le PAM élargit ses opérations au Kasai pour empêcher la famine, 16 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-le-pam-elargit-ses-operations-au-kasai-pour-empêcher-la-famine>

(Dépêche de l'ONU du 13 février 2018), RDC : plus de 22 000 Congolais ont traversé le lac Albert pour fuir en Ouganda, selon le HCR, 13 février 2018

<https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-plus-de-22000-congolais-ont-traverse-le-lac-albert-pour-fuir-en-ouganda-selon-le-hcr>

(Dépêche de l'ONU du 12 février 2018), RDC : la MONUSCO demeure engagée à soutenir le transfert pacifique du pouvoir et la consolidation de la stabilité, 12 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-la-monusco-demeure-engagee-soutenir-le-transfert-pacifique-du-pouvoir-et-la-consolidation-de-la>

(Communiqué de presse du 29 janvier 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité au sujet de l'attaque perpétrée contre la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo, SC/13186-PKO/704, 29 janvier 2018 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13186.doc.htm>

(Dépêche de l'ONU du 28 janvier 2018), RDC : l'ONU condamne le meurtre d'un Casque bleu pakistanais dans le Sud-Kivu, 28 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-lonu-condamne-le-meurtre-dun-casque-bleu-pakistanais-dans-le-sud-kivu>

(Communiqué de presse du 27 janvier 2018), RDC : M. Guterres condamne le meurtre d'un Casque bleu pakistanais et dit la disposition de l'ONU à relever les défis sécuritaires avec les autorités congolaises, SG/SM/18875-PKO/703, 27 janvier 2018 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18875.doc.htm>

(Dépêche de l'ONU du 17 janvier 2018), RDC : l'ONU nomme un général nigérien à la retraite pour enquêter sur un incident dans le Sud-Kivu en septembre, 17 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-lonu-nomme-un-general-nigerian-la-retraite-pour-enqueter-sur-un-incident-dans-le-sud-kivu-en>

(Dépêche de l'ONU du 16 janvier 2018), RDC : le Conseil de sécurité inquiet de la détérioration constante de la sécurité, 16 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-le-conseil-de-securite-inquiet-de-la-deterioration-constante-de-la-securite>

(Dépêche de l'ONU du 9 janvier 2018), RDC : la situation politique reste très fragile, selon l'ONU, 9 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-la-situation-politique-reste-tres-fragile-selon-lonu>

(Dépêche de l'ONU du 6 janvier 2018), RDC : le Russe Dmitri Titov chargé d'une enquête sur les récentes attaques contre des Casques bleus, 6 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rdc-le-russe-dmitri-titov-charge-dune-enquete-sur-les-recentes-attaques-contre-des-casques-bleus>

(Communiqué de presse du 5 janvier 2018), RDC : le Secrétaire général nomme Dmitry Titov, de la Russie, à la tête de l'Enquête spéciale sur les attaques perpétrées contre des Casques bleus dans le Nord-Kivu, SG/A/1781*.PKO/702, 5 janvier 2018 <https://www.un.org/press/fr/2018/sga1781.doc.htm>

Effectifs et budget

Effectifs : 20 486

- 2 970 membres du personnel civil
- 15 292 militaires
- 241 observateurs militaires
- 1 359 policiers
- 257 officiers d'état-major
- 367 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2017 : 57

- Total pertes depuis 2010 : 169

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$1 113 619 500 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Guatemala, Guinée, Inde, Indonésie, Irlande, Jordanie, Kenya, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Maroc, Mongolie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, République centrafricaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume Uni, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen, et Zambie.

XIII. FISNUA

Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (Soudan)
En cours depuis 2011

Mandat

Démilitarisation et suivi de la paix dans la zone litigieuse d'Abyei

Les conditions de sécurité à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud ont continué de menacer gravement la paix et la sécurité internationale en 2018, entraînant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 15 mai 2018 (S/RES/2416 (2018)), à proroger le mandat de la FISNUA jusqu'au 15 mai 2019. Selon la résolution S/RES/2438 du 11 octobre 2018, à moins que les gouvernements soudanais et sud-soudanais n'effectuent des progrès mesurables concernant la réduction des effectifs militaires – par exemple à un effectif maximum autorisé à 4 140 militaires jusqu'au 15 mai 2019 – il s'agissait du dernier prolongement de mandat à l'appui du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. En raison d'absence de tenues de réunions régulières du Comité mixte de contrôle d'Abyei, de création d'une administration publique et de mise en place de Service de police d'Abyei, il n'y a eu guère d'avancées dans le processus politique. Ces institutions sont essentielles pour le maintien de l'ordre et la prévention des conflits intercommunautaires dans la zone. En l'absence du Service de police d'Abyei, la FISNUA demeure la seule entité chargée d'assurer le respect de la loi et le maintien de l'ordre. La police des Nations Unies a certes fait des efforts considérables quant à l'encadrement de la population locale et dans la promotion du dialogue intercommunautaire. Mais, pour que ces efforts soient durables et pour instaurer la confiance des communautés, ce rôle est mieux assuré par une police d'Abyei, d'où l'importance que celle-ci soit créée. En termes humanitaires, la population de la zone d'Abyei continuait de dépendre de l'assistance humanitaire. Il a été donc important que les organisations humanitaires puissent accéder aux populations dans le besoin, et soient en mesure de fournir leur assistance à quelque 182 000 personnes dans la zone. En dépit de la présence résiduelle de mines et de restes explosifs de guerre, la FISNUA a réussi à faciliter les migrations pacifiques dans toute la zone d'Abyei. Elle a pu écarter les conflits et mener des activités de médiation et de dissuasion. Représentant une grande menace de sécurité, ces mines entravent le retour effectif des personnes déplacées et des migrations, ainsi que les activités humanitaires de subsistance. En termes de démilitarisation de la zone d'Abyei, les mesures nécessaires de désarmement n'ont pas été prises. Le Conseil de sécurité a donc

demandé que des programmes de désarmement soient mis en place. Le Conseil de sécurité de l'ONU a également décidé que la FISNUA devait être autorisée à prendre les mesures nécessaires pour protéger les civils qui se trouvent sous menace imminente d'actes de violence physique. La mission pouvait, par ailleurs, procéder à la confiscation et à la destruction d'armes. Il s'agit de contrôler les mouvements d'armes à destination d'Abyei afin d'en faire une zone exempte d'armes.

Le Conseil de sécurité reconnaissait qu'il est important de reconfigurer la mission de façon à instaurer les conditions propices à un processus politique viable servant également de stratégie de sortie. En effet, après être parvenue à stabiliser et à démilitariser la zone d'Abyei, depuis la création de la mission, la FISNUA devenait une force de sécurité intérimaire sans stratégie de sortie viable.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2445 (2018), 15 novembre 2018

S/RES/2438 (2018), 11 octobre 2018

S/RES/2416 (2018), 15 mai 2018

S/RES/2412 (2018), 23 avril 2018

S/RES/2411 (2018), 13 avril 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei, S/2018/923, 16 octobre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei, S/2018/293, 3 avril 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Couverture des réunions du 15 novembre 2017), Abyei : le Conseil accorde un sursis de cinq mois à Khartoum et Djouba pour prendre des mesures conjointes de sécurisation des frontières, CS/13067, 15 novembre 2017 <https://www.un.org/press/fr/2017/cs13067.doc.htm>

(ONU Info, 16 mai 2017), Abyei : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la FISNUA jusqu'au 15 novembre 2017, 16 mai 2017 <https://news.un.org/fr/story/2017/05/357522-abyei-le-conseil-de-securite-proroge-le-mandat-de-la-fisnua-jusquau-15-novembre>

(Notice biographique du 23 février 2017), Le Secrétaire général nomme le général Tesfay Gidey Hailemichael, de l'Éthiopie, Commandant de la Force de l'ONU pour Abyei (FISNUA), SG/A/1707-BIO/4935-PKO/625, 23 février 2017 <https://www.un.org/press/fr/2017/sga1707.doc.htm>

Effectifs et budget

Effectifs : 4 786

- 217 membres du personnel civil
- 4 241 militaires
- 134 observateurs militaires
- 38 policiers
- 123 officiers d'état-major
- 33 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2017 : 12

- Total pertes depuis 2011 : 35

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$263 858 100 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Équateur, El Salvador, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Guatemala, Guinée, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Malawi, Mongolie, Namibie, Népal, Nigéria, Pérou, Rwanda, Sierra Léone, République-Unie de Tanzanie, Ukraine, Zambie, et Zimbabwe.

XIV. MINUSS

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
En cours depuis 2011

Mandat

Protéger les civils, surveiller le respect des droits de l'homme, faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, et accompagner la mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités

L'accord de cessation des hostilités, de protection des civils et d'accès humanitaires qui avait été signé par les parties sud-soudanaises le 21 décembre 2017 lors du Forum de revitalisation de haut niveau de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), tenu à Addis-Abeba, était l'objet de multiples violations par les parties. Un autre accord pour un cessez-le-feu a été signé le 27 juin 2018 dans la capitale soudanaise par les parties en conflit au Soudan du Sud. Ce dernier accord a été signé à un moment critique où la situation sécuritaire dans certaines régions du Soudan du Sud continuait de se détériorer, marquée par des meurtres de civils et d'autres atrocités. Ce dernier accord avait été revitalisé lors d'un Sommet à Addis- Ababa en septembre 2018, par la signature officielle du Chef de la MINUSS, David Shearer, afin d'activer la mise en œuvre de cet accord par les parties. Tabang Deng Gai, Premier Vice-Président du Soudan du Sud, constatait la mise en œuvre de cet accord et l'adoption d'un calendrier pour la tenue des élections, lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Gai confirmait la tenue d'élections libres et régulières, au terme d'une période de transition de 36 mois, avec la participation de groupes de la société civile, y compris des femmes et de leaders religieux. Gai confirmait également l'engagement de son pays à remplir les conditions de l'Accord en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité. Le gouvernement a mis en place un comité national pré-transitionnel avec pour objectifs de transformer l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) et les structures en place afin de former une armée professionnelle. En termes de réintégration des anciens enfants soldats pour rejoindre leurs communautés, la MINUSS a pu réaliser de nombreux progrès en menant des efforts collaboratifs avec l'UNICEF, les autorités étatiques et locales, et les groupes communautaires. Un nombre de 700 enfants, filles et garçons, avaient été sélectionnés et enregistrés pour être libérés. Parmi ce nombre, 563 enfants étaient des soldats associés au Mouvement populaire de libération nationale du Soudan (SSNLM) et 137 au Mouvement populaire de libération du Soudan-Opposition (SPLA-IO). Pour être effective, il est certes important que la démobilisation soit accompagnée d'efforts pour réintégrer les enfants dans la société civil et que ces enfants puissent apprendre de nouvelles compétences qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. La MINUSS notait que le défi était de

s'assurer que les jeunes disposent du soutien financier et psychologique nécessaire à leur formation, pour trouver un emploi et accéder aux opportunités susceptibles de leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel. La reconduction par le Conseil de sécurité, (S/RES/2428 (2018)) en juillet 2018, jusqu'au 31 mai 2019, des sanctions élargies à un embargo sur les armes constitue un effort très important pour la sécurité au Soudan du Sud. Ces nouvelles mesures consistent à empêcher les fourniture, vente ou transfert au Soudan du Sud d'armements et tous matériels militaires.

Le mandat de la MINUSS a été prorogé jusqu'au 15 mars 2019 (S/RES/2408 du 15 mars 2018).

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2428 (2018), 13 juillet 2018

S/RES/2418 (2018), 31 mai 2018

S/RES/2406 (2018), 15 mars 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (période allant du 2 septembre au 30 novembre 2018), S/2018/1103, 10 décembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé au Soudan du Sud, S/2018/865, 25 septembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (période allant du 4 juin au 1^{er} septembre 2018), S/2018/831, 11 septembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (période allant du 17 février au 3 juin 2018), S/2018/609, 14 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (période allant du 15 novembre 2018 au 16 février 2018), S/2018/163, 28 février 2018

Rapport sur la prorogation du mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, S/2018/143, 20 février 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 18 octobre 2018), Soudan du Sud : l'ONU demande la libération de centaines de civils enlevés en Équatoria occidentale, 18 octobre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026892>

(ONU Info du 15 octobre 2018), Soudan du Sud : des milliers d'enfants victimes de graves violations de leurs droits (ONU), 15 octobre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026582>

(ONU Info du 28 septembre 2018), Le Soudan du Sud se félicite des progrès qu'il a réalisés dans sa « longue marche vers la paix », 28 septembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/09/1025172>

(ONU Info du 19 septembre 2018), Soudan du Sud : la mise en œuvre de l'accord de paix reste le véritable défi, selon l'envoyé de l'ONU, 19 septembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023982>

(ONU Info du 18 septembre 2018), Soudan du Sud : un cessez-le-feu complet et immédiat est impératif, selon l'ONU, 18 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023932>

(ONU Info du 17 septembre 2018), Au Soudan du Sud, les meurtres, actes de torture et violences sexuelles continuent (ONU), 17 septembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023762>

(ONU Info du 15 septembre 2018), Soudan du Sud : un Casque bleu népalais blessé dans l'attaque d'un convoi, 15 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023712>

(ONU Info du 13 septembre 2018), Soudan du Sud : le chef de l'ONU salue la signature du nouvel accord de paix, 13 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023582>

(ONU Info du 7 septembre 2018), Au Soudan du Sud, l'ONU appelle à s'attaquer d'urgence aux violations des droits de l'enfant, 7 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023021>

(ONU Info du 6 septembre 2018), Soudan du Sud : l'ONU se félicite de la condamnation de 10 soldats pour des actes de violence à l'hôtel Terrain, 6 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1022861>

(ONU Info du 4 septembre 2018), Soudan du Sud : le HCR facilite une rencontre entre des représentants des réfugiés et les parties aux pourparlers de paix, 4 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1022632>

(ONU Info du 6 août 2018), Soudan du Sud : l'ONU salue l'accord de paix signé dimanche à Khartoum, 6 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1020652>

(ONU Info du 13 juillet 2018), Soudan du Sud : le Conseil de sécurité impose un embargo sur les armes, 13 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019002>

(ONU Info du 10 juillet 2018), Soudan du Sud : l'ONU dénonce de possibles crimes de guerre dans l'État d'Unité, 10 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018611>

(ONU Info du 7 juillet 2018), Au Soudan du Sud, trois enfants sur quatre nés depuis l'indépendance n'ont connu que la guerre (UNICEF), 7 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018502>

(ONU Info du 3 juillet 2018), Soudan du Sud : la Vice-Secrétaire générale de l'ONU entend être la porte-voix des femmes victimes du conflit, 3 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018182>

(ONU Info du 3 juillet 2018), La vice-Secrétaire générale au Soudan du Sud pour souligner le rôle crucial des femmes pour construire la paix, 3 juillet 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/la-vice-secretaire-generale-au-soudan-du-sud-pour-souligner-le-role-crucial-des-femmes-pour>

(ONU Info du 28 juin 2018), Au Soudan du Sud, les combats et les violations des droits de l'homme continuent (ONU) <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017762>

(ONU info du 27 juin 2018), Soudan du Sud : l'ONU salue l'accord signé par les belligérants sur un cessez-le-feu permanent, 27 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017652>

(ONU Info du 26 juin 2018), Soudan du Sud : un Casque bleu du Bangladesh tué dans une attaque contre un convoi de l'ONU, 26 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017512>

(ONU Info du 17 mai 2018), Soudan du Sud : la Mission de l'ONU accroît la protection des civils dans la région de l'Unity, 17 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014272>

(ONU Info du 8 mai 2018), Soudan du Sud : face à la poursuite de la confrontation armée, l'Onu appelle le Conseil de sécurité à agir, 8 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013392>

(ONU Info du 26 avril 2018), Soudan du Sud : l'ONU s'inquiète de la disparition de dix travailleurs humanitaires, 26 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1012252>

(ONU Info du 19 avril 2018), Le Soudan du Sud est confronté à une « urgence en matière de violence sexuelle » (ONU), 19 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011602>

(ONU Info du 18 avril 2018), Soudan du Sud : plus de 200 enfants soldats libérés par les groupes armés (UNICEF), 18 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011442>

(ONU Info du 15 mars 2018), Soudan du Sud : le Conseil de sécurité proroge d'un an la mission de maintien de la paix de l'ONU, 15 mars 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/soudan-du-sud-le-conseil-de-securite-proroge-dun-la-mission-de-maintien-de-la-paix-de-lonu>

(Dépêche de l'ONU du 27 février 2018), Soudan du Sud : l'ONU estime nécessaire d'élargir ses efforts de protection des civils, 27 février 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/soudan-du-sud-lonu-estime-necessaire-delargir-ses-efforts-de-protection-des-civils>

(Dépêche de l'ONU du 23 février 2018), Soudan du Sud : 41 hauts responsables soupçonnés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité (ONU), 23 février 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/soudan-du-sud-41-hauts-responsables-soupconnes-de-crimes-de-guerre-et-de-crimes-contre-lhumanite-onu>

(Dépêche de l'ONU du 7 février 2018), Soudan du Sud : l'ONU salue la démobilisation de centaines d'anciens enfants soldats à Yambio, 7 février 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/soudan-du-sud-lonu-salue-la-demobilisation-de-centaines-danciens-enfants-soldats-yambio>

(Dépêche de l'ONU du 24 janvier 2018), Soudan du Sud : les violations de l'accord de cessation des hostilités sapent les efforts de paix, selon l'ONU, 24 janvier 2018
<https://peacekeeping.un.org/fr/soudan-du-sud-les-violations-de-laccord-de-cessation-des-hostilites-sapent-les-efforts-de-paix-selon>

Effectifs et budget

Effectifs : 19 402

- 2 275 membres du personnel civil
- 14 276 militaires
- 215 observateurs militaires
- 1 797 policiers
- 428 officiers d'état-major
- 411 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2017 : 7
- Total pertes depuis 2011 : 67

Budget approuvé (juillet 2018 - juin 2019) : \$1 124 960 400 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/72/25)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie et Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chine, Danemark, Égypte, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Léone, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie, et Zimbabwe.

XV. MINUSMA

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

En cours depuis 2013 pour appuyer le processus politique dans le pays. En 2014, le mandat a été revu pour l'axer sur des tâches prioritaires de sécurité, stabilisation, et protection des civils.

Mandat

Appui au processus politique et aide à la sécurité, stabilisation, et protection des civils au Mali

A la fin du mois de janvier 2018, Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix de l'ONU indiquait qu'avec l'approche des élections qui étaient prévues pour le 29 juillet 2018 (après plusieurs reports de date), il était plus que jamais nécessaire de mettre en œuvre l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé à Bamako le 15 mai 2015. L'accord de paix constituait une condition sine qua non. En effet, les élections présidentielles constituaient une étape cruciale et devaient être un jalon dans la consolidation de la démocratie malienne. Mais, leur réussite était difficilement envisageable dans un environnement politique et sécuritaire de divergences entre les parties en conflit. Malgré la signature de l'Accord et des avancées significatives réalisées particulièrement au niveau de la justice transitionnelle, avec l'établissement de la Commission vérité, justice et réconciliation et le démarrage des déclarations des victimes de violations, en mars 2018, la MINUSMA se montrait très préoccupée par les vives tensions d'origine communautaire qui s'étaient développées à Gao, dans le nord du pays. Ces tensions n'étaient certes, pas nouvelles car en 2017, les conditions de sécurité s'étaient déjà dégradées à Gao, dans le nord et le centre du Mali, particulièrement dans les Régions de Mopti et de Ségou, mais également dans d'autres régions, comme Ménaka, Douetza, Tombouctou, et Kidal. Ces tensions, sous formes d'attaques répétitives, faisaient dérailler le processus de paix et de réconciliation au Mali. Considérées comme des actes de terrorisme, ces attaques continuaient de viser non seulement les civils, mais également les soldats de la MINUSMA, donnant lieu à plusieurs décès. Des attaques pareilles, trop fréquentes, compliquent significativement la tâche de la Mission qui est celle de protéger la population malienne. La MINUSMA doit également adapter ses stratégie et réponse en fonction des régions où elle intervient. Par exemple, selon une responsable de l'ONU, Anne Kröning, la protection des civils est plus discrète et moins visible au nord du Mali parce qu'elle se joue plus au plan politique et dans les échanges avec les autorités et avec les groupes signataires de l'Accord de paix. Au centre du pays, par contre, dans les régions de Mopti et de Ségou, les violences physiques et les menaces sont bien plus concrètes pour les communautés. A. Kröning expliquait que des civils étaient tués suite à des attaques sur des villages, à des braquages et à des explosions d'engins explosifs improvisés sur des véhicules civils. Le Secrétaire général de l'ONU s'était rendu dans le centre du Mali, à la fin du mois de mai 2018, pour amener les parties à comprendre que l'insécurité dans la région risquait de mettre en péril le processus de paix dans le pays, particulièrement à Mopti. A l'issue d'une rencontre avec des responsables de l'administration locale – des chefs religieux et des représentants de la société civile, notamment des femmes et des enfants – le Chef de l'ONU notait que le centre du Mali constituait la clé de la solution du problème malien et qu'il était important d'éviter son effondrement. En effet, les régions de Mopti et Ségou, au centre du Mali, étaient des zones constamment affectées par des affrontements intercommunautaires répétées et la présence très limitée de l'État ainsi que le manque de services communautaires de base n'ont fait qu'exacerber les tensions. A l'issue des nombreux reports de dates, les élections se sont finalement tenues comme prévu le 29 juillet

2018 et les populations ont réélu le Président malien Ibrahim Boubacar Keïta à la tête du pays. Bien que les votes n'aient pas pu se dérouler dans 644 des 6 632 bureaux de vote du nord et du centre du pays en raison d'un certain nombre d'incidents violents et d'autres difficultés, dans l'ensemble, les élections se sont déroulées de manière pacifique. Un Pacte pour la paix, qui avait été demandé par le Conseil de sécurité, a été signé le 15 octobre 2018 au cours d'une réunion du Comité de suivi de l'accord entre le gouvernement malien et l'ONU. Ce Pacte constitue aujourd'hui, selon Jean-Pierre Lacroix, un outil essentiel pour catalyser les efforts des parties maliennes pour accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix et apporter un nouvel élan au processus de paix en mettant l'accent sur l'inclusion.

Au courant de l'année 2018, des avancées importantes ont été réalisées dans la mise en œuvre du processus de paix et les élections se sont tenues dans un cadre pacifique ayant démontré, selon JP Lacroix, la maturité du peuple malien, mais aussi l'adhésion de la classe politique au processus démocratique. Jean-Pierre Lacroix remarque que la réussite des élections a mis en évidence l'acquis important de l'accord de paix. Il a constaté que le consensus établi entre les parties signataires de l'accord de paix est sans doute l'élément central qui a permis aux élections de se tenir en accord avec le calendrier électoral et sans grand incident majeur. Le gouvernement malien et l'opposition doivent s'engager dans le dialogue politique constructif. Lacroix avait encouragé les acteurs politiques maliens à saisir l'occasion que présentaient les élections pour bâtir un Parlement plus représentatif, en promouvant les candidatures des jeunes et des femmes. A la fin 2018, la composition du nouveau gouvernement était ainsi, composé à plus de 30 % de femmes. Les situations sécuritaire et humanitaire demeurent, cependant, encore des problèmes très importants au Mali. Il s'agit d'un cercle vicieux, car l'insécurité limite le champ d'action des interventions de développement ; elle restreint l'accès à l'aide humanitaire nécessaire aux populations les plus vulnérables. Pauvreté, changement climatique, chômage, démographie, déficits de gouvernance, sont des fléaux qui, selon le Secrétaire général de l'ONU, affectent le Mali et plus largement la région du Sahel, auxquels viennent s'ajouter les menaces du terrorisme, de l'extrémisme violent et de l'insécurité chronique. Au nord, comme au centre du pays, il règne un véritable climat de peur et d'insécurité avec un impact réel sur la vie des populations, lesquelles sont hantées par les violences quotidiennes. Ajoutés à ceux-ci sont les violences sexuelles basées sur le genre et qui n'épargnent pas les jeunes filles et les enfants. Selon Alioune Tine, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, entre Gao et Bamako, aucune femme ne peut monter dans un bus sans risque de violence physique ou de viol.

Par sa résolution S/RES/2423 (2018) adoptée à l'unanimité, le Conseil prorogait le mandat de la MINUSMA jusqu'au 30 juin 2019.

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2432 (2018), 3 août 2018

S/RES/2423 (2018), 28 juin 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, S/2018/1006, 12 novembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, S/2018/866, 25 septembre 2018

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, S/2018/649, 29 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, S/2018/541, 6 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du G5 Sahel (texte final du projet de rapport), S/2018/432, 8 mai 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, S/2018/273, 29 mars 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(Point de presse quotidien du 13 décembre 2018), Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 13 décembre 2018, 13 décembre 2018, DBF181213 <https://www.un.org/press/fr/2018/dbf181213.doc.htm>

(Communiqué de presse du 27 octobre 2018), Attaque contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), 27 octobre 2018, SC/13557-PKO/753 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13557.doc.htm>

(ONU Info du 27 octobre 2018), Mali : l'ONU condamne des attaques meurtrières contre ses camps à Ber et à Konna, 27 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1027732>

(ONU Info du 19 octobre 2018), Mali : la situation sécuritaire dans le centre du pays jugée très préoccupante par l'ONU, 19 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1027012>

(ONU Info du 11 octobre 2018), Un véritable climat de peur et d'insécurité règne dans le nord et le centre du Mali, selon un expert onusien, 11 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026312>

(ONU Info du 26 septembre 2018), Mali : le chef de l'ONU à matérialiser les dividendes de la paix, 26 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024821>

(ONU Info du 26 septembre 2018), Déterminé à faire avancer le processus de paix, le Président malien appelle à soutenir la force du G5 Sahel, 26 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024781>

(ONU Info du 5 septembre 2018), Mali : la nécessité d'avancer vite dans l'application de l'accord de paix est un sentiment partagé par tous (ONU), 5 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1022801>

(ONU Info du 4 septembre 2018), Mali : le chef des opérations de maintien de la paix assiste à Bamako à l'investiture du Président réélu, 4 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1022692>

(ONU Info du 31 août 2018), Le chef de maintien de la paix de l'ONU en visite au Mali qui vient de réélire son Président, 31 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1022512>

(Notice Biographique du 30 août 2018), Le Secrétaire général nomme le général Dennis Gyllensporre, de la Suède, au poste de commandant de la force de la MINUSMA, 30 août 2018, SG/A/1829-BOO/5125-PKO/750 <https://www.un.org/press/fr/2018/sga1829.doc.htm>

(ONU Info du 30 août 2018), Au Mali, l'ONU plaide pour davantage d'aide et de protection pour les civils, 30 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1022432>

(ONU Info du 24 août 2018), Mali : le Conseil de sécurité salue la publication des résultats définitifs de l'élection présidentielle, 24 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1021922>

(ONU Info du 30 juillet 2018), Élection au Mali : le scrutin s'est déroulé dans le calme en général (ONU), 30 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1020172>

(ONU Info du 28 juillet 2018), Mali : la paix et la réconciliation doivent prévaloir affirme le chef de l'ONU à la veille de l'élection, 28 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1020092>

(ONU Info du 17 juillet 2018), La crise malienne affecte de plus en plus le Burkina Faso et le Niger, prévient l'ONU, 17 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019242>

(ONU Info du 17 juillet 2018), Mali : l'ONU préoccupé par la résurgence des violences communautaires dans la région de Mopti, 17 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1019132>

(ONU Info du 10 juillet 2018), Mali : l'insécurité affectant les civils atteint des proportions inquiétantes dans le centre du pays, 10 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018631>

(ONU Info du 3 juillet 2018), Mali : un expert de l'ONU s'inquiète de la détérioration de la situation des droits de l'homme, 3 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018142>

(ONU Info du 1 juillet 2018), Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre les forces internationales à Gao, 1 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018022>

(ONU Info du 29 juin 2018), Mali : le chef de l'ONU condamne l'attaque meurtrière contre la Force du G5-Sahel à Sévaré, 29 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017982>

(ONU Info du 28 juin 2018), Mali : le Conseil de sécurité avertit qu'il prendra des mesures si l'accord de paix n'est pas mis en œuvre, 28 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017802>

(ONU Info du 26 juin 2018), Violences intercommunautaires au Mali : le chef de l'ONU lance un appel au calme, 26 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017582>

(Couverture des réunions du 14 juin 2018), Mali Le Conseil de sécurité est saisi de recommandations propres à maximiser le rôle joué par la MINUSMA à l'appui de l'Accord pour la paix, 14 juin 2018, CS/13382 <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13382.doc.htm>

(ONU Info du 14 juin 2018), Mali : l'ONU note des progrès encourageants dans le processus de paix dans un contexte sécuritaire volatile, 14 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016722>

(ONU Info du 2 juin 2018), Mali : l'ONU appelle au calme après de violents affrontements lors de manifestations à Bamako, 2 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1015661>

(ONU Info du 1 juin 2018), Mikado FM, la radio de la paix de l'ONU au Mali souffle ses trois bougies, 1 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1015571>

(ONU Info du 31 mai 2018), La communauté internationale doit apporter un appui plus fort au Mali – Antonio Guterres, 31 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1015501>

(ONU Info du 30 mai 2018), le chef de l'ONU visite le centre du Mali, « la clé de la solution du problème malien », 30 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1015371>

(Communiqué de presse du 29 mai 2018), Le Secrétaire général salue le travail difficile des Casques bleus au Mali, 29 mai 2018, SG/SM/19057-OBV/1795-PKO/733 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19057.doc.htm>

(ONU info du 28 mai 2018), Au Mali, les Casques bleus protègent la population et affrontent les dangers avec détermination, 28 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1015201>

(ONU Info du 24 mai 2018), Le chef de l'ONU se rendra au Mali pour la Journée des casques bleus, 24 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014891>

(Communiqué de presse du 24 mai 2018), 29 mai : Le Secrétaire général commémore la Journée internationale des Casques bleus avec les soldats de la paix au Mali, 24 mai 2018, OBV/1794-PKO/732 <https://www.un.org/press/fr/2018/obv1794.doc.htm>

(Communiqué de presse du 15 avril 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, 15 avril 2018, SC/13298-PKO/727 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13298.doc.htm>

(Communiqué de presse du 15 avril 2018), Mali : Le Secrétaire général condamne l'attaque perpétrée contre la Mission de l'ONU et l'opération Barkhane causant la mort d'un Casque bleu burkinabé et 16 blessés, 15 avril 2018, SG/SM/18991-PKO/726 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18991.doc.htm>

(ONU Info du 15 avril 2018), Mali : l'ONU condamne l'attaque meurtrière contre la MINUSMA à Tombouctou, 15 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011192>

(ONU Info du 11 avril 2018), Au Mali, la mise en œuvre de l'Accord de paix ne doit surtout pas devenir un enjeu politique (MINUSMA), 11 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010831>

(ONU Info du 7 avril 2018), Mali : l'ONU condamne une attaque contre la MINUSMA qui a tué un Casque bleu nigérien à Gao, 7 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010621>

(ONU Info du 6 avril 2018), Mali : l'ONU condamne une attaque qui a tué deux Casques bleus tchadiens dans la région de Kidal, 6 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010542>

(Communiqué de presse du 6 avril 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, 6 avril 2018, SC/13283-PKO/721 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13283.doc.htm>

(Communiqué de presse du 6 avril 2018), Mali : Le Secrétaire général condamne la nouvelle attaque meurtrière contre la MINUSMA, perpétrée à Gao, 6 avril 2018, SG/SM/18977-PKO/722 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18977.doc.htm>

(Communiqué de presse du 5 avril 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, 5 avril 2018, SC/13281-PKO/719 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13281.doc.htm>

(Communiqué de presse du 5 avril 2018), Mali : Le Secrétaire général condamne l'attaque contre le camp de la Mission de l'ONU à Kidal causant deux morts et au moins 10 blessés parmi les Casques bleus, 5 avril 2018, SG/SM/18976-PKO/720 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18976.doc.htm>

(Communiqué de presse du 3 avril 2018), Mali : Le Secrétaire général condamne l'attaque à Ouaka qui a fait 22 morts dont un Casque bleu mauritanien et 14 blessés, 3 avril 2018, SG/SM/18971-PKO/714 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18971.doc.htm>

(ONU Info du 28 mars 2018), Mali : protéger les civils, une tâche complexe pour les Casques bleus dans un environnement dangereux, 28 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009821>

(ONU Info du 21 mars 2018), Mali : un expert de l'ONU préoccupé par l'instabilité au centre du pays, 21 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009081>

(ONU Info du 19 mars 2018), Le Canada signe son retour dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU avec une contribution à la MINUSMA, 19 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1008912>

(Dépêche de l'ONU du 2 mars 2018), Mali : la MINUSMA, préoccupée par les tensions à Gao, appelle au calme, 2 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/mali-la-minusma-preoccupee-par-les-tensions-gao-appelle-au-calme>

(Dépêche de l'ONU du 1 mars 2018), Mali : l'ONU condamne les attaques contre la MINUSMA et les Forces armées maliennes, 1 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/mali-lonu-condamne-les-attaques-contre-la-minusma-et-les-forces-armees-maliennes>

(Communiqué de presse du 28 février 2018), Mali : Le Secrétaire général condamne fermement l'attaque qui a tué quatre Casques bleus dans la région de Mopti, 28 février 2018, SG/SM/18919-PKO/709 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18919.doc.htm>

(Communiqué de presse du 28 février 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, 28 février 2018, SC/13232-PKO/708 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13232.doc.htm>

(Dépêche de l'ONU du 28 février 2018), Mali : quatre Casques bleus de la MINUSMA tués dans une attaque dans la région de Mopti, 28 février 2018

<https://peacekeeping.un.org/fr/mali- quatre-casques-bleus-de-la-minusma-tues-dans-une-attaque-dans-la-region-de-mopti>

(Dépêche de l'ONU du 1 février 2018), Mali : la situation des droits de l'homme demeure préoccupante, selon l'ONU, 1 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/mali-la-situation-des-droits-de-lhomme-demeure-preoccupante-selon-lonu>

(Dépêche de l'ONU du 24 janvier 2018), L'ONU nomme les membres de la Commission d'enquête internationale pour le Mali, 24 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/lonu-nomme-les-membres-de-la-commission-denquete-internationale-pour-le-mali>

(Dépêche de l'ONU du 23 janvier 2018), Mali : il est urgent de mettre en œuvre l'accord de paix, selon l'ONU, 23 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/mali-il-est-urgent-de-mettre-en-uvre-laccord-de-paix-selon-lonu>

(Dépêche de l'ONU du 19 janvier 2018), Service et sacrifice : les Casques bleus tchadiens en mission pour la paix au Mali, 19 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/service-et-sacrifice-les-casques-bleus-tchadiens-en-mission-pour-la-paix-au-mali>

Effectifs et budget

Effectifs : 16 453

- 1 421 membres du personnel civil
- 12 644 militaires
- 39 observateurs militaires
- 1 734 policiers
- 454 officiers d'état-major
- 161 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2018 : 62
- Total pertes depuis 2013 : 195

Budget approuvé (juillet 2017 - juin 2018) : \$1 048 000 000 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/71/24)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Allemagne, Arménie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie et Herzégovine, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Danemark, Égypte, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Indonésie, Italie, Jordanie, Kenya, Latvia, Libéria, Lituanie, Mauritanie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Sénégal, Sierra Léone, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, et Yémen.

XVI. MINUSCA

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
En cours depuis 2014

Mandat

Protéger les civils et appuyer la mise en œuvre de la transition en République centrafricaine

Par sa résolution S/RES/2399 (2018), adoptée à l'unanimité le 30 janvier 2018, le Conseil de sécurité prorogeait l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine (RCA) ainsi que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs. Cet embargo empêche la fourniture, la vente ou les transferts directs ou indirects à la RCA, d'armements et de matériels connexes de tous types, ainsi que toute assistance technique ou formation, et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires. Les États membres doivent également continuer de prendre les mesures nécessaires pour interdire l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire des personnes désignées par le Comité des sanctions. Par cette nouvelle résolution, les dispositions relatives à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs s'appliquent aux individus et entités qui commettent des actes d'incitation à la violence, en particulier à motivation ethnique ou religieuse, compromettant la paix, la stabilité et la sécurité dans le pays. La résolution tient compte également des attaques contre les travailleurs humanitaires. A travers cette résolution, le Conseil de sécurité se dit prêt à modifier, renforcer, suspendre ou lever les sanctions en fonction des progrès qui auront été accomplis dans la stabilisation du pays. Les violences et atrocités continuant de toucher un grand nombre de centrafricains, montrant que l'atteinte de la paix, de la stabilité, et de la réconciliation dans le pays demeure encore un long parcours. En février 2018, Parfait Onanga-Anyanga, Chef de la MINUSCA, remarquait que près de 80% de la violence était d'origine criminelle avec seulement 6 % dus aux affrontements par les groupes armés, indiquant les efforts remarquables réalisés par la MINUSCA pour réduire l'ampleur des conflits armés. Il expliquait que les nombreux actes de violences et les abus des droits de l'homme étaient essentiellement dus aux actions des groupes armés, lesquels n'acceptaient toujours pas le dialogue avec le gouvernement pour préférer la poursuite d'actes criminels. La situation sécuritaire volatile et les affrontements répétés entre les groupes armés affectaient négativement le processus politique. Le 21 juin 2018, Onanga-Anyanga annonçait au Conseil de sécurité que la MINUSCA était débordée et qu'elle avait besoin du soutien continu du Conseil pour pouvoir répondre aux défis considérables auxquels elle faisait face quotidiennement. Le personnel militaire, policier et civil de la Mission était la cible des groupes armés et des gangs criminels dans la capitale et à l'intérieur du pays. En guise d'efforts pour ramener la paix en RCA, la MINUSCA a mis en place le programme réduction de la violence communautaire (CVR) à Bambari, à travers les efforts de désarmement, démobilisation, et de réinsertion (DDR). Le programme CVR, exécuté par l'Organisation internationale pour les migrations, un partenaire de la MINUSCA, a pour objectif de mener le processus de réinsertion socio-économique des membres des groupes armés non éligibles au programme DDR national ainsi que des jeunes à risque. D'autres efforts ont été ceux de formation et sensibilisation sur la thématique du 'vivre ensemble'. Ces efforts ont amené les bénéficiaires à s'accepter mutuellement (chrétiens et musulmans, anciens membres des groupes armés et civils) et à s'engager à partager les valeurs acquises au sein de leurs communautés. Les thèmes abordés ont concerné, par exemple, la non-prolifération des armes, le civisme et la citoyenneté, la culture de la non-violence, le 'vivre ensemble', et les activités génératrices de revenus. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, indiquait, le 27 septembre 2018, que la situation en RCA était stable, malgré des incidents récurrents et une résurgence sporadique des violences. Mais, il est important de faire beaucoup plus d'efforts pour garantir la paix et la stabilité dans le pays et seul un règlement politique global et associant toutes les parties permettrait de réussir. M. Guterres expliquait que ce règlement devrait appuyer la mise en place d'institutions efficaces et inclusives et assurer le respect du principe de responsabilité. La population centrafricaine

devrait être au cœur du processus de paix, avec les femmes en tant que protagonistes et facteur de progrès.

Le 23 octobre 2018, Onanga-Anyanga reportait au Conseil de sécurité que la MINUSCA a réalisé plusieurs réussites dans le rétablissement de l'autorité de l'Etat. La situation générale en matière de sécurité a été maîtrisée, des élections démocratiques organisées, et la RCA est revenue à l'ordre constitutionnel. A Bangui, et dans d'autres endroits du pays, l'autorité de l'État s'est rétablie, la sécurité s'est considérablement améliorée dans plusieurs préfectures, notamment grâce au soutien des accords de paix locaux. Les préfets et sous-préfets ont été redéployés dans tout le pays, de même que les fonctionnaires des ministères chargés de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que de l'eau et de l'assainissement. Les forces nationales de sécurité et de défense ont été également déployées et les processus de justice et de réconciliation commencent à prendre forme. Onanga-Anyanga ajoutait que la session inaugurale de la Cour pénale spéciale s'est déroulée, le 22 octobre. Ceci constituait un pas important dans l'engagement du pays contre l'impunité. Il était important que la RCA passe d'une phase de confinement à une phase de transformation, où les dividendes de la paix sont en mesure d'être perçus par tous. Il importait également d'aider le gouvernement centrafricain à reconstruire son appareil de sécurité nationale. A cet effet, Onanga-Anyanga a demandé l'appui du Conseil pour faire en sorte que les troupes déployées soient correctement entraînées et équipées pour faire face à l'environnement opérationnel difficile auquel la MINUSCA était confrontée au quotidien. Il faudrait renforcer l'État de droit et aider le gouvernement à reprendre le contrôle des sites miniers occupés par les groupes armés. Cela implique également d'aider l'État à reconstruire et à renforcer ses institutions clés, en particulier son appareil de sécurité nationale, avec le soutien de la Mission. Onanga-Anyanga estimait, par ailleurs, qu'il fallait continuer à soutenir le gouvernement centrafricain dans la lutte contre l'impunité et le rétablissement de l'État de droit par la mise en place de la Cour pénale spéciale, ainsi que par un soutien aux acteurs judiciaires et aux régions, tout en accordant une attention spéciale à l'application du programme national de réconciliation, notamment en veillant à ce que les droits des victimes soient respectés, en particulier les centaines de milliers de Centrafricains déplacés par le conflit. Cela nécessitait d'aider les autorités à élaborer une stratégie intégrée de justice transitionnelle qui répondrait aux besoins et aux attentes des communautés qui ont profondément souffert du conflit. (ONU Info du 23 octobre 2018).

A quelques heures de l'expiration du mandat de la MINUSCA, les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies décidaient, le 15 novembre 2018, de proroger d'un mois le mandat de la MINUSCA, jusqu'au 15 décembre 2018. Il s'agissait d'un sursis de 30 jours, pour permettre un renouvellement technique du mandat de la MINUSCA afin de permettre aux États-Unis d'effectuer les démarches requises par leur législation interne pour pouvoir voter le projet de résolution discuté par les membres du Conseil. Le 13 décembre 2018, le Conseil de sécurité renouvelait le mandat de la MINUSCA jusqu'au 15 novembre 2019 (S/RES/2448 (2018)). La Chine et la Russie se sont abstenues. Selon cette résolution, l'objectif stratégique de la MINUSCA est d'aider à la création des conditions politiques, sécuritaires et institutionnelles permettant de réduire durablement la présence de groupes armés et la menace qu'ils représentent en adoptant une approche globale et une position proactive et robuste.

Trois tâches prioritaires ont été assignées à la MINUSCA : La première est la protection des civils. La MINUSCA doit protéger la population civile placée sous la menace de violences physiques, sans préjudice de la responsabilité principale des autorités centrafricaines et prendre des mesures actives pour anticiper, écarter et répondre efficacement à toute menace grave ou crédible à l'encontre de la population civile. La deuxième consiste dans les bons

offices et l'appui au processus de paix. La Mission devrait renforcer son rôle dans le cadre de sa participation à l'Initiative africaine, tout en favorisant un processus de paix plus cohérent. Elle devrait offrir ses bons offices pour lutter contre les causes profondes du conflit et appuyer les efforts pour traiter de la justice transitionnelle. La troisième tâche prioritaire de la MINUSCA concerne la mise en place de conditions de sûreté favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire. La résolution autorise par ailleurs la Mission à fournir un appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des forces de sécurité, et au maintien de l'intégrité territoriale. A cette fin, la Mission pourrait fournir un appui logistique limité au redéploiement progressif d'un nombre limité d'unités des forces armées centrafricaines formées ou certifiées par la mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM-RCA), sans que cela exacerbe les risques pour la stabilisation du pays, les civils, le processus politique, les soldats de la paix et son impartialité. Finalement, la résolution prévoit que le Secrétaire général de l'ONU prenne toutes les mesures qui s'imposent pour s'assurer que la MINUSCA respecte pleinement la politique de tolérance zéro de l'ONU à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les antécédents de tous les membres du personnel de la Mission devraient notamment être vérifiés afin de s'assurer qu'ils n'ont eu aucun comportement sexuel répréhensible. (ONU Info du 13 décembre 2018).

Résolutions du Conseil de sécurité

S/RES/2448 (2018), 13 décembre 2018

S/RES/2446 (2018), 15 novembre 2018

S/RES/2399 (2018), 30 janvier 2018

Rapports du Secrétaire général

Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine 15 juin-15 octobre 2018, S/2018/922, 15 octobre 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2018/611, 18 juin 2018

Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2018/125, 15 février 2018

Dépêches du Service d'information de l'ONU, Couverture des Réunions, Communiqués de presse

(ONU Info du 13 décembre 2018), RCA : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUSCA et renforce son appui au processus politique, 13 décembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/12/1031711>

(ONU Info du 21 novembre 2018), RCA : les civils ont besoin de protection et d'assistance, selon la Coordinatrice humanitaire de l'ONU, 21 novembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/11/1029741>

(ONU Info du 15 novembre 2018), RCA : le Conseil de sécurité accorde un « renouvellement technique » d'un mois à la MINUSCA, 15 novembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/11/1029251>

(Communiqué de presse du 18 novembre 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de Sécurité sur l'attaque contre la Mission des Nations Unies en République centrafricaine, 18 novembre 2018, SC/13588-PKO/759 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13588.doc.htm>

(ONU Info du 1 novembre 2018), La MINUSCA et les forces armées centrafricaines lancent des patrouilles conjointes à Bambari, 1 novembre 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/11/1028112>

(ONU Info du 23 octobre 2018), RCA : l'envoyé de l'ONU appelle à soutenir le rétablissement de l'autorité de l'État, 23 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1027312>

(ONU Info du 10 octobre 2018), RCA : ONUSIDA et les forces de l'ordre signent un accord pour réduire la violence sexuelle et les infections à VIH, 10 octobre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026222>

(ONU Info du 27 septembre 2018), Le chef de l'ONU plaide pour une vision commune et un engagement plus ferme pour faire prévaloir la paix en RCA, 27 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1025062>

(ONU Info du 26 septembre 2018), Le Président centrafricain promet de ne ménager aucun effort pour réconcilier et reconstruire son pays, 26 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1024921>

(ONU Info du 14 septembre 2018), République centrafricaine : la radio de l'ONU fête ses quatre ans d'existence, 14 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023692>

(ONU Info du 11 septembre 2018), RCA : l'ONU prône le « vivre ensemble » à Bambari grâce à des programmes de réduction de la violence communautaire, 11 septembre <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023342>

(ONU Info du 7 septembre 2018), RCA : l'ONU déplore des violences contre des personnes déplacées à Bria, 7 septembre 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023071>

(ONU Info du 25 août 2018), RCA : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre les Casques bleus, 25 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1022042>

(ONU Info du 24 août 2018), Centrafrique : un casque bleu burundais tué dans une embuscade contre la MINUSCA, 24 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1021962>

(Communiqué de presse du 24 août 2018), République centrafricaine : le Secrétaire général condamne l'attaque du 23 août qui a causé la mort d'un Casque bleu burundais de la MINUSCA, 24 août 2018, SG/SM/19179-PKO/748 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19179.doc.htm>

(Communiqué de presse du 24 août 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), 24 août 2018, SC/13465-PKO/749 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13465.doc.htm>

(ONU Info du 6 août 2018), Centrafrique 6 humanitaires tués depuis le début de l'année (ONU), 6 août 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/08/1020672>

(ONU Info du 30 juillet 2018), Centrafrique : deux casques bleus blessés dans l'attaque d'un convoi de la MINUSCA, 30 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1020122>

(ONU Info du 13 juillet 2018), République centrafricaine : le Conseil de sécurité demande aux groupes armés de déposer les armes, 13 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018901>

(ONU Info du 4 juillet 2018), RCA : une experte de l'ONU met en garde contre les discours de haine visant à manipuler la population, 4 juillet 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/07/1018222>

(ONU Info du 28 juin 2018), Centrafrique : une experte de l'ONU demande des actions efficaces pour la paix et la réconciliation, 28 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017692>

(ONU Info du 22 juin 2018), En visite en République centrafricaine, Bintou Keïta réitère l'entier soutien de l'ONU au processus de paix, 22 juin 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017282>

(Couverture des réunions du 21 juin 2018), République centrafricaine : Le Représentant spécial demande le soutien du Conseil de sécurité pour renforcer une MINUSCA confrontée à

des « défis considérables », 21 juin 2018, CS/13389
<https://www.un.org/press/fr/2018/cs13389.doc.htm>

(ONU Info du 21 juin 2018), République centrafricaine : la Mission de l'ONU est débordée et a besoin du soutien du Conseil de sécurité, 21 juin 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1017112>

(ONU Info du 11 juin 2018), République centrafricaine : un Casque bleu du Burundi tué dans une attaque par un groupe armé, 11 juin 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016392>

(Communiqué de presse du 11 juin 2018), Le Secrétaire général condamne l'attaque par un groupe armé qui a tué un Casque bleu en République centrafricaine et demande une enquête, 11 juin 2018, SG/SM/19081-PKO/738 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19081.doc.htm>

(ONU Info du 9 juin 2018), RCA : la Coordonnatrice humanitaire de l'ONU condamne vivement une attaque contre l'hôpital de Bambari, 9 juin 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016301>

(ONU Info du 7 juin 2018), RCA : l'emploi, un enjeu majeur de consolidation de la paix, déclare le Président Touadéra au Sommet de l'OIT, 7 juin 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016161>

(Communiqué de presse du 4 juin 2018), République centrafricaine : Le Secrétaire général condamne fermement l'attaque perpétrée contre une patrouille de la Mission de l'ONU, 4 juin 2018, SG/SM/19069-PKO/736 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19069.doc.htm>

(ONU Info du 4 juin 2018), République centrafricaine : l'ONU condamne une attaque qui a causé la mort d'un Casque bleu et blessé sept autres, 4 juin 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1015771>

(ONU Info du 17 mai 2018), République centrafricaine : un Casque bleu tué et huit autres blessés à la suite d'une embuscade, 17 mai 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014302>

(ONU Info du 14 mai 2018), Le monde ne doit pas oublier les enfants de la République centrafricaine (UNICEF), 14 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013992>

(ONU Info du 9 mai 2018), Centrafrique : le Haut-Commissaire Zeid appelle à l'action préventive contre la violence communautaire, 9 mai 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013422>

(ONU Info du 28 mai 2018), Centrafrique : l'ONU alerte sur la persistance d'une crise humanitaire de grande ampleur, 28 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1015151>

(Communiqué de presse du 17 mai 2018), Le secrétaire général condamne l'attaque contre un convoi escorté par la MINUSCA en République centrafricaine qui a tué un Casque bleu mauritanien, 17 mai 2018, SG/SM/19037-PKO/729
<https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19037.doc.htm>

(Communiqué de presse du 17 mai 2018), Déclaration à la presse sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine, 17 mai 2018, SC/13346-PKO/730
<https://www.un.org/press/fr/2018/sc13346.doc.htm>

(ONU Info du 7 mai 2018), RCA : la MINUSCA neutralise une tentative d'infiltration par un groupe armé dans le centre du pays, 7 mai 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013232>

(ONU Info du 4 mai 2018), RCA : près d'un million de personnes ont bénéficié d'une assistance en 2017 grâce au Fonds humanitaire, 4 mai 2018
<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1012992>

(ONU Info du 3 mai 2018), RCA : le chef de l'ONU condamne les violences meurtrières à Bangui, 2 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1012852>

(Communiqué de presse du 3 mai 2018), Le Secrétaire général condamne les violences commises le 1^{er} mai à Bangui, en République centrafricaine, et appelle au calme, 3 mai 2018, SG/SM/19017-PKO/728 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19017.doc.htm>

(ONU Info du 2 mai 2018), RCA : la MINUSCA appelle la population à éviter la spirale de la vengeance après les violences à Bangui, 2 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1012742>

(ONU Info du 1 mai 2018), RCA : la MINUSCA appelle la population de Bangui au calme après des violences, 1 mai 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1012682>

(ONU Info du 19 avril 2018), République centrafricaine : la MINUSCA appelle tous les acteurs à renoncer à la violence, 19 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1011552>

(ONU Info du 11 avril 2018), RCA : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre des Casques bleus, 11 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010821>

(Communiqué de presse du 11 avril 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, 11 avril 2018, SC/13291-PKO/724 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13291.doc.htm>

(Communiqué de presse du 10 avril 2018), Mission de l'ONU en République centrafricaine : le Secrétaire général condamne le meurtre d'un Casque bleu rwandais lors d'un échange de tirs qui a aussi fait huit blessés, 10 avril 2018, SG/SM/18982-PKO/723 <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm18982.doc.htm>

(ONU Info du 10 avril 2018), RCA : le chef du maintien de la paix de l'ONU en visite à Bangui avec un homologue de l'Union africaine, 10 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010791>

(ONU Info du 4 avril 2018), RCA : Guterres et le Conseil de sécurité condamnent l'attaque contre la MINUSCA et le meurtre de civils, 4 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010291>

(Communiqué de presse du 3 avril 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque perpétrée contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, 3 avril 2018, SC/13275-PKO/715 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13275.doc.htm>

(ONU Info du 3 avril 2018), RCA : quinze otages de la LRA libérés lors d'une opération conjointe MINUSCA-FACA, 3 avril 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010241>

(ONU Info du 27 mars 2018), RCA : « La collaboration est essentielle pour mettre un terme à l'impunité » affirme la Procureure de la CPI, 27 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009751>

(ONU Info du 21 mars 2018), RCA : L'ONU dénonce les violences qui sapent les efforts de réconciliation, 21 mars 2018 <https://news.un.org/fr/story/2018/03/1009181>

(Dépêche de l'ONU du 8 mars 2018), En Centrafrique, les cas de violations des droits de l'homme à la hausse, 8 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/en-centrafrique-les-cas-de-violations-des-droits-de-lhomme-la-hausse>

(Dépêche de l'ONU du 2 mars 2018), ENTRETIEN : il faut continuer à accompagner la RCA sur le chemin sur la paix, selon l'envoyé de l'ONU, 2 mars 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/entretien-il-faut-continuer-accompagner-la-rca-sur-le-chemin-vers-la-paix-selon-lenvoye-de-lonu>

(Dépêche de l'ONU du 28 février 2018), Centrafrique : l'UNICEF condamne une attaque meurtrière contre six travailleurs humanitaires, 28 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/centrafrique-lunicef-condamne-une-attaque-meurtriere-contre-six-travailleurs-humanitaires>

(Communiqué de presse du 27 février 2018), Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la République centrafricaine, SC/13226-PKO/707, 27 février 2018 <https://www.un.org/press/fr/2018/sc13226.doc.htm>

(Dépêche de l'ONU du 27 février 2018), Centrafrique : le Conseil de sécurité condamne les violences récentes commises à Paoua, 27 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/centrafrique-le-conseil-de-securite-condamne-les-violences-recentes-commises-paoua>

(Dépêche de l'ONU du 22 février 2018), Centrafrique : la voie de la paix et de la réconciliation reste longue et ardue, selon le chef de la MINUSCA, 22 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/centrafrique-la-voie-de-la-paix-et-de-la-reconciliation-reste-longue-et-ardue-selon-le-chef-de-la-MINUSCA>

(Dépêche de l'ONU du 22 février 2018), Centrafrique : l'ONU exhorte la communauté internationale à soutenir la réponse humanitaire, 22 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/centrafrique-lonu-exhorte-la-communaute-internationale-soutenir-la-reponse-humanitaire>

(Dépêche de l'ONU du 19 février 2018), RCA : plus de 300 Volontaires des Nations Unies au service des Centrafricains, 19 février 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/rca-plus-de-300-volontaires-des-nations-unies-au-service-des-centrafricains>

(Dépêche de l'ONU du 30 janvier 2018), Centrafrique : le Conseil de sécurité renouvelle pour un an les sanctions, 30 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/centrafrique-le-conseil-de-securite-renouvelle-pour-un-les-sanctions>

(Dépêche de l'ONU du 25 janvier 2018), Centrafrique : une enquête de l'ONU note des déficiences dans la protection des civils, 25 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/centrafrique-une-enquete-de-lonu-note-des-deficiences-dans-la-protection-des-civils>

(Dépêches de l'ONU du 4 janvier 2018), République centrafricaine : l'ONU dénonce des actes de violence dans le nord-ouest du pays, 4 janvier 2018 <https://peacekeeping.un.org/fr/republique-centrafricaine-lonu-denonce-des-actes-de-violence-dans-le-nord-ouest-du-pays>

Effectifs et budget

Effectifs : 15 045

- 1 162 membres du personnel civil
- 11 158 militaires
- 169 observateurs militaires
- 2 042 policiers
- 308 officiers d'état-major
- 206 volontaires des Nations Unies

Pertes en vies humaines

- Total pertes en 2017 : 31
- Total pertes depuis 2014 : 82

Budget approuvé (juillet 2017 - juin 2018) : \$882 800 000 (dollars des États Unis)
(Document A/C.5/71/24)

Pays contributeurs de personnel militaire et/ou de police (au 31 décembre 2018)

Argentine, Bangladesh, Bénin, Bhutan, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Kenya, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, République démocratique du Congo, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Suède, République-Unie de Tanzanie, Togo, Tunisie, Uruguay, Viet Nam, Zimbabwe, et Zambie.